



Les arbres-martyrs en France.

Bientôt la retraite devint plus générale dans la zone conquise entre Arras et Soissons.

Le 18, les Anglais entrèrent à Péronne et à Chaulnes. Ce que les obus avaient épargné à Péronne avait été détruit de fond en comble; les Allemands avaient désigné des compagnies spéciales pour ce travail.

Aussi la ville était-elle si méconnaissable que l'on ne pouvait plus déterminer la direction de certaines rues que grâce à quelques enseignes. Même le cimetière était bouleversé et les tombes étaient sillonnées de tranchées.

Portes, boiseries, volets, tout avait été brûlé. Ce qui avait quelque valeur avait été emporté, le reste avait été réduit en pièces. On trouva des pianos brisés, même des livres et des photographies déchirés, des tableaux pulvérisés. Dans les jardins les arbres avaient été coupés.

Les Allemands s'étaient conduits avec tant de cynisme qu'il avait suspendu au mur de l'hôtel de ville des écriteaux avec ces mots: «Nicht ärgern, Nicht wunderen» (Ne pas se froisser, ne pas s'étonner).

Le régiment de Warwick pénétra le premier dans la ville et vit une statue de parodie sur le piédestal du monument emporté de Catherine de Poix ou Marie Fouché. (Cette Marie Fouché s'était mise à la tête de la population au cours d'un siège que la ville eut à subir en 1536).

D'ailleurs ce n'est pas seulement à Péronne, mais partout que les Allemands s'étaient conduits en vrais vandales. Pour en donner une idée exacte, nous allons reproduire quelques extraits de la séance du Sénat le 31 mars 1917.

Le président Antonin Dubost déclara au début de la séance:

« J'ai reçu de MM. Cuvinct, Reynald, Herve, Henry Chéron, Magny, Eugène Mir, Mougeot, Galup, Servant et Sauvan, une proposition de résolution dénonçant les actes criminels commis par l'ennemi dans les régions de la France qu'il a occupées.

Elle est ainsi conçue:

« Le Sénat,

Dénonçant au monde civilisé les actes criminels accomplis par les Allemands dans les régions de la France par eux occupées, crimes contre la propriété privée, contre les édifices publics, contre l'honneur, la liberté et la vie des personnes;

Constatant que ces actes de violence inouïe ont été perpétrés sans l'excuse d'aucune nécessité militaire et

au mépris systématique de la Convention internationale du 18 octobre 1907, ratifiée par les représentants de l'Empire allemand;

Voue à la malédiction universelle les auteurs de ces forfaits, dont la justice exige que soit assurée la répression: *(Applaudissements.)*

Salue avec respect ceux qui en ont été les victimes et auxquels la nation promet solennellement, en s'en portant caution, qu'ils en obtiendront réparation intégrale par l'ennemi; *(Très bien !)*

Affirme plus que jamais la volonté de la France, soutenue par ses admirables soldats et d'accord avec les alliés, de poursuivre la lutte qui lui a été imposée jusqu'à l'écrasement définitif de l'impérialisme et du militarisme allemands, responsables de toutes les misères, de toutes les ruines et de tous les deuils accumulés sur le monde.» *(Très bien! très bien! et applaudissements unanimes.)*

M. Chéron prit ensuite la parole et annonça que la commission sénatoriale des dommages de guerre avait chargé un certain nombre de ses délégués de visiter les régions reconquises. Il rappela la violation de la convention de La Haye.

Un certain nombre de délégués s'étaient rendus à Chauny, au nord-ouest de Soissons, et d'autres à Noyon, Guiscard, Ham, Lassigny, Roye, Nesle et Péronne. Ils avaient visité ces villes et ces villages et l'enquête avait été menée de la façon la plus minutieuse.

Partout l'on avait été témoin de pillages, de dévastations systématiques, d'actes de barbarie accomplis sans la moindre nécessité militaire.

Dans le rapport on avait omis tout ce qui était le fait de la bataille. On n'avait retenu que les actes de violence accomplis froidement, le mal fait pour le mal, les atteintes à la vie et à la propriété.

De Ribécourt à Noyon, les fermes sont partout détruites. A Noyon, la ville paraît peu endommagée extérieurement, bien que les barbares aient fait sauter un certain nombre de maisons et que des usines aient été anéanties. Mais, à l'intérieur, Messieurs, quel odieux pillage! Partout on a enlevé le mobilier.

Nous reproduisons ci-après le compte-rendu de la discussion qui suivit cette communication de M. Chéron au Sénat français:

M. Aimond. — Les chefs ont donné l'exemple.

M. Henry Chéron. — Ce qu'on n'a pas enlevé a été brisé; les glaces ont été fracassées à coups de revolver.





L'église d'Oostkerke.

Nous voici dans une chambre de l'hôtel du Nord, où nous trouvons, au milieu des débris de toutes sortes, un coffre-fort éventré avec une pince-monseigneur. C'est dans cet hôtel que siégeait la Kommandantur ! (*Exclamations et rumeurs.*)

Un grand nombre de sénateurs. — Bandits !

M. Guilloteaux. — Ce sont leurs armes !

M. Henry Chéron. — Ils ont pillé les magasins dès les premiers jours. Les 6, 7 et 8 mars 1915, en présence de l'adjoint de Noyon et malgré ses énergiques protestations, ils ont procédé à l'effraction de la porte des coffres-forts de la Société Générale. Ils se sont servis pour cela de chalumeaux.

L'officier chef de la Kommandantur dirigeait en personne ce cambriolage. Un scellé a été ensuite apposé, mais, ultérieurement, ils l'ont brisé. Avant de quitter Noyon, ils ont emporté tout ce qu'il y avait dans les coffres-forts.

M. Jénouvrier. — Voleurs !

M. Henry Chéron. — Le 24 février 1917, un officier, se disant délégué de la Trésorerie de Berlin, se présente chez M. Brière, banquier à Noyon, âgé de soixante-douze ans. Il le somme d'ouvrir ses coffres-forts. M. Brière s'y refuse. Alors, à l'aide d'un chalumeau, des soldats procèdent à l'effraction. Les locataires des coffres étaient présents. Leurs protestations furent vaines.

Les Allemands ont emporté tout ce qui était dans la banque : numéraire, titres, valeurs, effets de portefeuille et de commerce, bijoux, argenterie, comptabilité et archives. Comme le banquier faisait observer à l'officier allemand que les archives ne pouvaient lui être d'aucune utilité : « J'ai l'ordre de vider les coffres, a-t-il répondu sèchement, je les vide ! »

M. Ranson. — Au voleur !

M. Guilloteaux. — La bande à Bonnot.

M. Henry Chéron. — Même opération le 27 février 1917 dans la banque Cheneau et Barbier, où deux officiers et deux soldats allemands ont pénétré dans le sous-sol, fracturé les coffres-forts à l'aide de chalumeaux et enlevé les titres.

Enfin, le 16 mars, après avoir préalablement miné un certain nombre de maisons et d'édifices publics, les Allemands ont fait sauter une vingtaine d'immeubles.

Les villages des environs de Noyon n'ont pas été d'avantage ménagés. A Sampigny, le pillage révèle une rare sauvagerie. Dans toutes les maisons, il y a une hauteur de 30 centimètres d'ordures. Un marchand de porcelaines a été particulièrement brutalisé. La veille du départ, on l'a fait sortir de chez lui et, tandis, qu'il assistait à ce spectacle dans la rue, les soldats allemands, à coups de maillet, ont brisé toute la vaisselle de sa maison.

Un propriétaire de Sampigny, M. Cabrol, avait laissé

son coffre-fort ouvert, afin de montrer qu'il n'y avait rien à l'intérieur et d'éviter qu'il ne fût abîmé; les Allemands ont éventré le coffre-fort tout de même.

A Guiscard, l'ennemi s'appretait à brûler tout le village quand les Français sont arrivés; il n'en a donc pas eu le temps, mais il avait enlevé tout ce qui avait quelque valeur : le mobilier, le linge, les batteries de cuisine, brisé les glaces. Les soldats avaient volé les matelas sous la surveillance de leurs officiers.

Nous entrons dans ce qui fut une pharmacie; nous trouvons, au milieu de débris de toutes sortes, des portraits de famille lacérés à coups de couteau.

Il y a des ordures partout. Ils ont enlevé toutes les gouttières des maisons, les cloches de l'église et jusqu'au mécanisme de l'horloge !

A Ham, c'est un bouleversement général à l'entrée du canal. On constate de la destruction volontaire et du pillage partout.

Les deux plus belles maisons de la ville avaient été affectées, l'une au casino des officiers, l'autre à la demeure du général von Fleck. Là encore, les Allemands ont enlevé tout ce qui avait quelque valeur. Ils ont brisé le reste. Ils sont allés jusqu'à scier les chambranles des portes, détruire les fenêtres à coups de marteau, arracher les lustres qu'ils ont piétinés. Pour compléter cette besogne, ils ont déposé des ordures immondes dans les pianos.

M. Guilloteaux. — C'est ainsi qu'ils signent.

M. Henry Chéron. — Dans la région située entre Ham et le canal, ils ont tout détruit par l'incendie.

Il en a été ainsi à Esmery-Hallon où ils ont brûlé notamment le clocher de l'église, à Eppeville et à Verrières. A Ercheu, à Solente, tout est détruit.

A Champien, se dresse, au milieu des ruines, un cimetière allemand au fond duquel est un monument affreux que représentant la paix ! Les barbares n'ont pas craint d'écrire sur ce monument la formule suivante : « A la mémoire des camarades amis et ennemis unis dans la mort.

M. Guillaume Chastenet. — Hypocrites !

M. Henry Chéron. — Oui, quelle hypocrisie ! Un officier nous a affirmé que, dans cette commune, un cercueil avait été exhumé et les restes du mort remplacés par d'immondes ordures.

La destruction est générale et méthodique à Roiglise, à Avricourt, à Amy, à Margny-aux-Cerises, où nous avons trouvé un des béliers avec lesquels les barbares abattaient les maisons. C'est le vieux bélier romain, adapté à cette triste besogne. Un régiment de Saxons particulièrement odieux, a commis ces faits dans la région de Margny. Dans cette commune, les Allemands ont violé les tombes du cimetière pour y mettre leurs morts. Ils ont fait sauter le reste.

A Plessis-Cachejeux, la destruction a été également systématique. De Plessis à Roye le pays n'est plus qu'un désert. Des fermes magnifiques, comme la ferme de la Bourresse, ne sont maintenant que de lamentables ruines.

A Roye, le pillage a été organisé dans toutes les maisons. Chez le notaire, en particulier, on a tout pris et saccagé. Il y a, dans tous les quartiers, de la destruction et du pillage organisés. Le clocher a été volontairement abattu; la cloche est encore dedans.

De Roye à Nesle, tous les villages, tels Carrépuis, Balâtre, Marche, Réthonvillers, Billancourt, ont été systématiquement détruits.

A Nesle, depuis le début de l'occupation, les Allemands ont commis les pires violences. Ils ont perquisitionné dans les maisons, de la cave au grenier, faisant main basse sur tous les objets mobiliers et notamment sur les vins; ils ont enlevé tous les meubles de style : tableaux, glaces, pendules, candélabres, bronzes et objets d'art. Lorsque les meubles garnissant une maison avaient une certaine valeur, ils arrêtaient le propriétaire pour espionnage et le dévalisaient pendant son arrestation.

Quelques jours avant leur départ, ils ont prétendu que, par ordre de leur empereur, ils devaient tout piller, saccager, dévaliser. Cet ordre a été ponctuellement exécuté par le 20<sup>e</sup> régiment d'artillerie lourde, le 38<sup>e</sup> d'infanterie et le 6<sup>e</sup> chasseurs à pied, sur les ordres du général Hahn, commandant la 35<sup>e</sup> division.





Camions de ravitaillement derrière le front.

Ce dernier, donnant l'exemple, a fait enlever le mobilier d'une chambre qu'il occupait depuis quatre mois.

On a jeté les cloches des églises du haut des clochers, et les morceaux ont été expédiés en Allemagne.

Enfin, ils se sont livrés, dans la dernière semaine, c'est-à-dire du 10 au 17 mars, à des actes inqualifiables : incendies, destruction totale d'un certain nombre de maisons, empoisonnement des puits, sources et fontaines.

De Nesle à Péronne, c'est le désert ; Herley a été systématiquement saccagé, les maisons sont en ruine, le château est brûlé. A Manicourt, à Curchy, tout est détruit et incendié, de même à Hyencourt-le-Petit, à Puzelu, à Omiécourt, à Marchépot, à Barleux, à Flaucourt.

A Chauny, après avoir pris pendant deux mois la mesure des caves de toutes les maisons et calculé la quantité d'explosifs qui leur était nécessaire pour faire sauter chacune d'elles, après s'être livrés à un pillage effrené, enlevant les meubles, éventrant les coffres-forts, saccageant les églises, ils ont, pendant quinze jours, avec une méthode inflexible et impitoyable, détruit toute la ville par la mine et par l'incendie. Il n'en reste rien, sauf un faubourg où ils avaient entassé les habitants et qu'ils bombardèrent ensuite.

Ils dirigèrent particulièrement leurs coups sur l'institution Saint-Charles, qui servait de refuge aux vieillards et où ils avaient groupé les malades. La ville de Chauny qui comptait plus de 10 000 habitants, n'est plus qu'un amas de ruines.

Les habitants des environs de Saint-Quentin, évacués des villages, nous rapportent le témoignage des mêmes actes de vandalisme. Partout on les a dépouillés de leur mobilier ou on l'a brisé. On a détruit les maisons par l'explosion ou par le feu.

A Vaux-Roupy, les Allemands ont fait sauter la chapelle du château et des tombes. A Seraucourt-le-Grand, ils ont appris qu'existait la chapelle mortuaire d'une famille alliée à un de nos plus vénéralés collègues. Vouant ajouter aux souffrances de leur glorieux otage, ils ont fait sauter cette chapelle et les tombes. Des témoins nous ont déclaré que, pour cette triste besogne, ils ont dû s'y reprendre à trois fois. (*Exclamations !*)

A côté de ce premier ordre de constatations, en voici un autre. S'ils ont détruit et pillé les bâtiments de la propriété privée et les édifices publics, voyons comment ils se sont comportés à l'égard de ces exploitations agricoles, dont la Convention de La Haye disait que l'ennemi, en pays envahi, devait se considérer comme l'usufruitier.

Ils ont accompli là un acte plus vil, plus méchant et

plus odieux que tous les autres. Les misérables ont scié tous les arbres fruitiers.

M. Guillaume Chastenot. — Et les autres aussi.

M. Henry Chéron. — Et quand ils n'ont pas eu le temps de les scier, ils en ont arraché l'écorce pour les faire périr.

Rien ne peut rendre le spectacle lamentable de ce que furent autrefois les vergers de cette riche région agricole et où des pommiers, des poiriers, des érisiers, sciés à 60 centimètres du sol, gisent comme autant d'épaves d'une propriété volontairement détruite. Le long des routes c'est un véritable cimetière d'arbres. C'est par milliers qu'ils les ont coupés dans les champs. Quel but stratégique assigner à un pareil vandalisme ? Ils sont allés jusqu'à faire sauter certains arbres avec des cartouches de dynamite. C'est la destruction pour la destruction, ou plutôt c'est la rage impuissante d'un peuple jaloux de la France et qui n'ayant pu triompher de sa bravoure, essaie, en se retirant, d'ancanir toutes les sources de sa richesse. (*Vifs applaudissements.*)

Dans certaines communes, comme à Ham, ils ont contraint les ouvriers agricoles du pays à scier eux-mêmes les arbres auxquels ils avaient donné tant de soins dans le passé !

Aussi, il faut voir le sentiment de légitime révolte que produit dans les esprits cette destruction abominable. Nos vieux R. A. T., agriculteurs pour la plupart, qui répètent les routes avec un merveilleux entrain, sont particulièrement indignés du massacre des arbres, ils se regardent en malédictions significatives contre les bandits auxquels ils veulent, dans un sentiment d'implacable justice, imposer le châtement de leurs forfaits. (*Appaudissements.*)

Voilà, Messieurs, comment l'Allemagne a respecté les conventions de La Haye sur la propriété privée, sur les monuments publics, sur les exploitations agricoles en pays occupé. Voyons maintenant le cas qu'elle a fait de l'honneur, de la liberté et de la vie des personnes.

Nous n'insisterons pas sur les mille vexations qu'ont eu à endurer, pendant près de trois ans, nos héroïques populations, de la part de leurs bourreaux : querelles à propos des vivres, menaces aux habitants s'ils ne voulaient pas donner aux soldats une partie du ravitaillement américain, enlèvement des objets les plus nécessaires à la vie.

A Roye, ils prirent successivement une honorable directrice de pensionnat, qui était déjà là en 1870, de tous les éléments qui composaient sa literie. Sous prétexte qu'ils l'ont installée dans une maison voisine et qu'ils peuvent ainsi, prétendent-ils, piller son habitation habituelle, ils lui enlèvent jusqu'à son matelas et son sommier !





Le lieutenant-aviateur De Meulemeester

A Margny-aux-Cérises, un soldat allemand menace de coups une jeune fille qui garde noblement sa mère paralysée, sa grand-mère malade et qui a recueilli par surcroît une voisine aveugle, si elle ne donne pas le pain et les pommes de terre qu'elle possède. Au péril de sa vie, la brave petite Française doit défendre la nourriture des trois infirmes dont elle est l'ange gardien. (*Vifs applaudissements.*)

Les habitants des villages évacués disent qu'on ne leur laissait rien à manger; qu'il leur fallait cacher les pommes de terre; qu'à chaque instant on faisait des perquisitions chez eux; que l'amende et la prison pleuvaient.

Un cultivateur d'Atilly nous raconte qu'un jour, vers midi — c'était au moment du départ — des soldats allemands arrivent et lui disent: «Nous allons faire sauter la maison à 1 heure...» Et ils tiennent parole. A Guiscard, on nous a déclaré qu'en plein hiver, ils obligeaient les jeunes filles à travailler dehors, aux travaux les plus pénibles, par exemple à la voirie, sans aucun égard pour leurs forces physiques. La seule sanction était la prison.

A Ham, quand ils ont été sur le point de faire sauter la citadelle, ils ont prévenu les habitants de leurs intentions en fixant l'heure à laquelle l'opération aurait lieu. Un coup de clairon devait donner le signal. La population devait se rendre à l'église avec deux jours de vivres. Puis, tout à coup, devant le moment qu'ils avaient indiqué — et cela vers 2 heures du matin — alors que les habitants étaient encore couchés, ils provoquaient l'explosion sans avoir prévenu personne. Elle faisait des victimes.

Par suite de la misère des populations, il y a eu partout de nombreux décès d'enfants.

A Noyon, dès leur arrivée, le 30 août 1914, les officiers allemands sont venus chercher les membres de la municipalité, à la tête de laquelle était notre héroïque collègue Noël (*Applaudissements*), qui a reçu l'autre jour la croix de la Légion d'honneur, si noblement gagnée (*Nouveaux applaudissements*). Ils ont exigé qu'ils allassent au-devant de la colonne qui allait occuper la ville. Ils les ont contraints à marcher à côté du cheval du commandant. Comme ils ne pouvaient pas suivre, on les a brutalisés. L'adjoint, M. Jouve, étant tombé, a été frappé à coups de bois de lance. Un citoyen de la ville, M. Devaux, qui avait été pris comme otage, a été fusillé sans raison derrière la mairie. Un officier a tiré froidement un coup de revolver sur le concierge de l'hôtel

de ville, il l'a manqué: quelque temps après, le malheureux est mort des suites de la commotion.

Un boulanger, M. Richard, qui sans se livrer à aucune manifestation, regardait sur le pas de sa porte avec une émotion que vous devinez, passer des prisonniers français, a été tué d'un coup de fusil dans le ventre.

Une dame Delbecq, qui refusait de donner à boire à un soldat allemand ivre, a été tuée d'un coup de fusil.

Le 18 février, après avoir fait passer la nuit dans le collège à tous les habitants de quinze à soixante ans, ils les ont emmenés en captivité. Plus de quatre-vingts jeunes filles des plus honorables ont été ainsi arrachées à leurs familles, malgré les larmes et les sanglots.

La sœur Saint-Romuald, supérieure, a fait des déclarations particulièrement émouvantes: Lorsque les Allemands, dit-elle, ont commencé leurs opérations de retraite, ils ont évacué sur l'hospice civil de Noyon 250 à 500 malades de la région de Saint-Quentin. Ceux-ci sont arrivés dans des conditions si épouvantables qu'il en mourait sept à huit tous les jours.

C'étaient des gens arrachés de leurs lits sans qu'ils aient eu le temps de rien emporter; des paralytiques, des mourants, des nonagénaires; il y avait même une femme de cent deux ans. On a dû inhumier un certain nombre de personnes sans avoir pu vérifier leur identité.

Mme Déprez, propriétaire du château de Gibercourt, était atteinte d'une maladie de cœur très grave, qui la forçait à garder le lit. Un officier allemand arrive. Lui enjoint de se lever; la pauvre femme dit qu'elle va obéir malgré ses souffrances. Elle le prie de s'écarter pour qu'elle puisse s'habiller. Il s'y refuse et exige qu'elle s'habille devant lui.

Mme Bégue, de Flavy-le-Martel, avait également une maladie de cœur. On l'emmena. Ses enfants de dix et de sept ans veulent la suivre. L'officier allemand les en empêche. Les pauvres petits s'accrochent aux roues de la voiture pour ne pas quitter leur maman. Sans égards pour leurs larmes et leurs cris, l'officier les écarte brutalement et les laisse sur la route.

M. Bonnefoy-Sibour. — Les misérables!

M. Couyba. — C'est monstrueux!

M. Henry Chéron. — Dans tous les villages, ils ont emmené en captivité les habitants de quinze à soixante ans, même les jeunes filles, sauf les femmes ayant de tout petits enfants à leur charge.

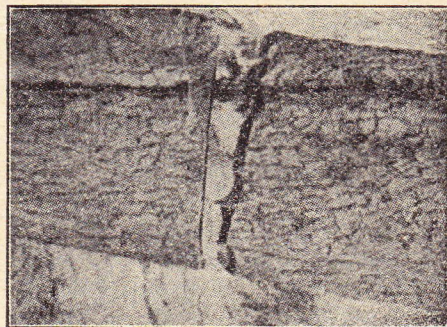
Une femme habitant Hôlnon nous dit qu'on lui a enlevé son petit garçon de quatorze ans.

Une femme de Ham raconte que, le 10 février, elle apprit qu'un départ de 600 habitants allait avoir lieu. Affolée — car elle avait trois filles — elle court à la Kommandantur, la nouvelle était exacte. L'ordre est donné de se réunir dans la cour du château avec un maximum de 30 kilos de bagages par personne.

On prescrit, en même temps, à tous les habitants d'apporter leurs valeurs, mais ils ne le font pas. Les trois filles du témoin ont dix-huit, vingt et vingt-six ans. Elles se rendent au lieu fixé.

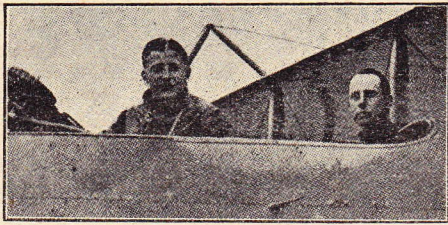
De 10 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, les captifs attendent sous un froid glacial.

Les parents accourent pour leur faire leurs adieux. Ce sont des scènes déchirantes. On les repousse par les



Arbres martyrisés par les Boches.





Le lieutenant-aviateur Jenatzy et son observateur lieutenant Rollin.

moyens les plus violents et notamment à coups de crosse.

A 3 heures, a lieu enfin le départ pour la gare. Les Allemands ont eu la cruauté d'installer un photographe pour conserver le souvenir de ce lamentable défilé. (*Exclamations*). Depuis lors, la mère de famille, dont je vous ai parlé, a appris que ses jeunes filles ne travaillaient pas et étaient cantonnées dans des maisons abandonnées. Puis, elle n'a plus eu de leurs nouvelles.

Le martyre des habitants de Chauny a été particulièrement épouvantable. Pendant près de trente mois, ont vécu sous le régime le plus intolérable et le plus humiliant. Obligés de ne pas sortir de chez eux avant 8 heures du matin, de rentrer à 7 heures du soir, de rester sans lumière dans leurs demeures, ils devaient saluer, chapeau bas, les officiers sous peine d'emprisonnement.

A partir du 18 février, les Allemands ont commencé l'évacuation vers le nord de tous les habitants de quinze à soixante ans. Le 23, ils ont donné l'ordre à ce qui restait de la population (environ 2.000 personnes) de se rassembler sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Ils ont entassé ces personnes avec 3.000 habitants des villages des environs dans un faubourg appelé le Brouage. Le 3 mars, nouvelle réunion de ces intortunés y compris les malades, les infirmes. On leur a fait passer pendant six heures une revue par un froid si glacial que vingt-sept personnes sont mortes dès le lendemain, d'autres les jours suivants. Puis les malheureux ont été entassés dans les caves, d'où ils ont entendu pendant plus de quinze jours l'explosion de leurs maisons qu'on faisait sauter au-dessus de leurs têtes ! (*Nouvelles exclamations*).

L'évacuation des habitants de certains villages s'est faite avec tout autant de cruauté. Une débitante de Gricourt, rencontrée par nous à Noyon, nous raconte qu'on a expulsé sans précautions son mari malade. Il est mort, elle reste avec sept enfants.

D'autres habitants de la même commune et de communes environnantes nous disent qu'on les a fait partir pendant la nuit. Ils ont effectué une partie du voyage dans des wagons à bestiaux, sur une couche épaisse de fumier. Puis, de Babœuf à Noyon, ils ont fait la route à pied, dans la boue, avec de petits enfants, ayant froid et ayant faim.

Un certain nombre de ces malheureux sont morts d'épuisement en arrivant dans nos lignes.

Partout, les habitants ont été évacués ainsi, sans que l'ennemi leur ait laissé une quantité suffisante de vivres, sans qu'il ait eu égard à la faiblesse des enfants et des malades.

Dix-sept vieillards venant de Roisel sont arrivés dans un tel état d'épuisement, par suite des privations, qu'ils sont morts au bout de quelques jours.

L'orateur déclara ensuite que malgré leurs souffrances, les habitants des régions dévastées faisaient preuve de fierté et de courage. La population du territoire occupé signala aussi que les Allemands perdaient beaucoup de terrain, moralement et matériellement.

M. Chéron montra ensuite la nécessité de châtier les coupables et de réparer les dommages encourus par les victimes.

Puis la motion citée plus haut fut votée à l'unanimité.

\*\*\*

Le 26 mai 1917, le préfet du Pas-de-Calais publia une liste des dévastations commises par les Allemands dans ce département.

## ANNEXE

Nombre de villages détruits : à l'heure actuelle une centaine ;

Nombre de maisons rasées : 22.500 ;

Nombre d'arbres fruitiers sciés : tous ;

Déportations d'habitants : les vieillards et les jeunes trouvés dans les communes récupérées ;

Eglises dévastées : 132 ;

Usines dévalisées : 81 ;

Vois : très nombreux ; tout à été pillé et enlevé, etc., 89 communes sont encore envahies par l'ennemi.

Pour l'Aisne cette liste avait été publiée par le préfet, à Château-Thierry, le 8 juin 1917 :

Nombre de villages détruits : à l'heure actuelle 150 ;

Nombre de maisons rasées : 12.850 ;

Nombre d'arbres fruitiers sciés : 9/10 ;

Déportation d'habitants : les vieillards et les jeunes enfants avec leurs mères seuls ont été évacués sur les lignes françaises ;

Eglises dévastées : 82 ;

Usines dévalisées : toutes ;

Vois : tout a été pillé et enlevé ;

563 communes sont encore en région envahie.

Voici les renseignements pour l'Oise :

Nombre de villages dans lesquels toutes les maisons sont détruites : 14 ;

Nombre de maisons complètement détruites : 2.880 ;  
partiellement détruites : 3.360 ;

Nombre d'usines détruites ou considérablement endommagées : 22 ;

Nombre de mairies-écoles détruites ou considérablement endommagées : 66 ;

Nombre d'églises détruites ou considérablement endommagées : 11 (2 sont classées dans les monuments historiques) ;

Nombre d'arbres fruitiers sciés : 1/5 environ ;

Vois : très nombreux, tout a été pillé ;

Déportation d'habitants : tous les habitants des deux sexes âgés de 15 à 60 ans ont été emmenés en captivité ; Toutes les communes envahies sont libérées.

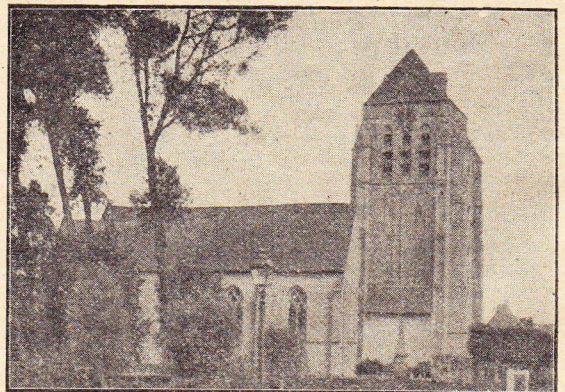
La commission instituée pour s'occuper des violations du droit des gens commises par l'ennemi parla dans ses huitième et neuvième rapports des actes de vandalisme accomplis lors de l'évacuation.

Elle put alors recueillir les dépositions relatives aux crimes commis depuis le début de l'occupation. Nous y relevons également les faits que nous avons déjà entendu dénoncer au Sénat.

Un fait particulièrement horrible fut la déportation des habitants.

Dans le 9<sup>e</sup> rapport nous lisons notamment :

« Il n'est pas une seule localité dont les habitants des deux sexes, de seize à soixante ans arrachés à leurs foyers, n'aient été envoyés en Allemagne ou dans le nord de la France, sans plus d'égard pour la douleur des familles que pour la moralité des jeunes filles livrées ainsi aux hasards les plus inquiétants.



L'église de Zillebeke avant la guerre.





Le général Maglinse, chef de l'Etat Major Belge.

Les scènes auxquelles les déportations donnaient lieu étaient si déchirantes que des Allemands même s'en montraient parfois émus.

C'est ainsi qu'à Nesle, d'où cent quatre-vingts femmes ou jeunes filles et cent soixante-quatre hommes ont été enlevés le 17 février dernier, un officier disait « n'avoir pu assister au départ, parce que c'était un spectacle trop triste ». Il est vrai que tous n'étaient pas si sensibles, comme en témoignent, entre bien d'autres, les deux faits suivants :

A Douilly, une jeune femme, accouchée l'avant-veille d'un enfant mort, a dû quitter son lit pour partir. Comme elle passait, tout en larmes, devant la porte de la dame Wager, celle dernière, la voyant à peine vêtue, lui jeta un châle sur les épaules pour la préserver du froid et la regarda s'éloigner avec la certitude que la malheureuse ne reviendrait pas.

Un jour de novembre 1915, après l'évacuation d'une partie de la population, une femme affolée se présenta à l'Hôtel de Ville de Chauny ; elle poussait des cris de désespoir et s'arrachait les cheveux, en réclamant sa fille, une enfant de quinze ans, qui avait été envoyée dans une direction inconnue. Le maire la conduisit auprès de l'officier de réserve Bergschmidt, avocat à Berlin, représentant de la Kommandantur ; mais celui-ci la repoussa, lui disant qu'elle l'agaçait et qu'elle troublait tout le monde. Puis s'adressant au magistrat municipal, qui essayait de le fléchir : « Monsieur le Maire, s'écria-t-il, vous le savez pourtant : je vous l'ai dit et répété plusieurs fois, et j'entends que dorénavant vous n'insistiez plus : les mots *piété*, *humanité*, sont rayés du dictionnaire. C'est entendu, n'est-ce pas. »

\*\*\*

Nous avons décrit en détail le travail forcé dans notre pays. En France il était déjà en vigueur à ce moment, même pour les femmes et les enfants. Nous l'avons vu à Lille. Or, on constata que la situation n'était pas moins lamentable dans d'autres départements. Ces nouvelles se propagèrent aussitôt et éveillèrent un profond dégoût chez tous ceux qui avaient encore des sentiments humains.

Nous n'en voulons pour preuve que la proclamation qui fut affichée à Holmon (Aisne) le 20 juillet 1915 :

Tous les ouvriers et les femmes et les enfants de quinze ans sont obligés de faire les travaux des champs tous les jours, ainsi que le dimanche, de 4 h. du matin jusque 8 heures au matin, une heure à midi et une demi-heure

après-midi. La contravention sera punie de la manière suivante :

« 1<sup>o</sup> Les fainéants ouvriers seront combinés pendant la récolte en compagnies des ouvriers dans une caserne, sous l'inspection des caporaux allemands. Après la récolte, les fainéants seront emprisonnés six mois ; le troisième jour, la nourriture sera seulement du pain et de l'eau.

« 2<sup>o</sup> Les femmes fainéants seront exilées à Honon pour travailler. Après la récolte, les femmes seront emprisonnées six mois.

« 3<sup>o</sup> Les enfants fainéants seront punis de coups de bâton.

« De plus, le commandant réserve de punir les fainéants ouvriers de vingt coups de bâton, de tous les jours.

« Les ouvriers de la commune Vendelles sont punis sévèrement. »

Il faut être un misérable pour oser signer de pareilles horreurs, mais le nommé Gloss, colonel et commandant, n'hésita pas à mettre sa signature au bas de cet indigne factum.

Les habitants des villages occupés étaient obligés en outre de saluer les officiers et de laisser ouvertes la nuit les portes de leurs maisons.

Et ce fut avec une espèce de sadisme que les bourreaux s'amusèrent à vexer leurs victimes avant leur départ forcé.

A Vraignes, les Allemands ont fouillé de nombreux habitants des villages voisins, parqués dans des fermes et dans des écuries.

Ils ont agi de même à Tincourt, où la dame Vanco-penolle, après avoir reçu l'ordre de se déshabiller, s'est vu enlever un titre de rente représentant 1500 francs.

Un vieillard de Roisel, M. Villain, a été ruiné par vol important, commis dans des conditions bien caractéristiques. Le 4 mars, lors de la dernière évacuation des habitants, on l'avait fait rester avec le boulanger, pour le ravitailler. Il possédait alors 150,000 francs de titres, dont l'autorité ennemie connaissait l'existence.

Le 15 mars, M. Villain fut avisé qu'on l'appelait à la Kommandantur. Il s'y rendit ; on le fit attendre fort longtemps, pour lui dire finalement que le chef ne pourrait le recevoir ; et, quand il put entrer à la boulangerie, il constata la disparition de la valise qu'il avait dissimulée sous les couvertures de son lit et qui contenait sa fortune.

Depuis quelques jours, il avait, suivant sa propre expression, remarqué que les Allemands tournaient autour de ses valeurs. Plusieurs fois, les secrétaires de la Kommandantur étaient venus le trouver sous des prétextes futiles, et la veille du vol, après le départ de l'un d'eux qui s'était tenu assez longtemps auprès de la porte de la maison, on s'était aperçu que la clef de cette porte avait été enlevée.

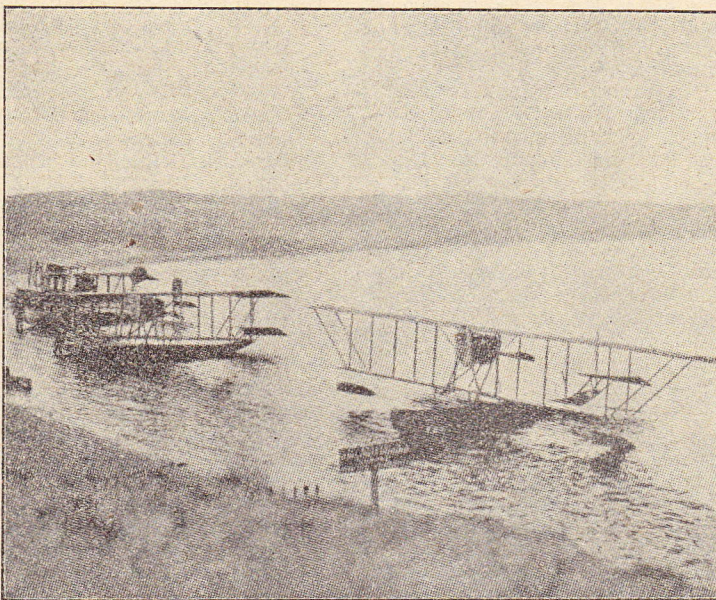
Le propriétaire n'ignorait pas que la plus timide protestation eût été non seulement inutile, mais dangereuse. Un ouvrier de Roisel, qui avait cassé une de ses chaises pour ne pas la voir emporter, avait été emprisonné, et la dame Boinet, pour s'être exprimée un peu vivement au moment où l'on déménageait son piano, avait été condamnée à la prison ainsi qu'à une amende de 200 francs.

Dans beaucoup d'endroits, les Kommandanturs usaient de moyens plus expéditifs encore pour rançonner les habitants et les évacués. Elles leur enjoignaient simplement de venir déposer leurs valeurs mobilières. Elles ont employé ce procédé, notamment, à Mesnil-Saint-Nicaise et à Voyennes, où de nombreuses personnes en ont été victimes ; à Rouy-le-Petit, où l'ennemi a récolté pour 330,000 francs de titres ; à Offoy, où on a eu la prudence de ne lui remettre que des papiers insignifiants, et à Nesle, où le maire, s'est nettement refusé à transmettre l'ordre donné.

Les Allemands trouvaient encore le triste courage de se moquer des habitants à propos des dévastations commises. Ainsi, la veille de leur départ de Monchy-la-Gache, ils avaient dit : « Demain, vous regarderez votre Monchy ! » Et le lendemain, en effet, Monchy était en feu.

A Rouy-le-Petit, les Allemands, après avoir voulu





Hydravions.

contraindre les habitants à contaminer eux-mêmes les eaux avec du fumier, ont, sur leur refus, fait faire cette besogne par les enfants.

A Mesnil-Saint-Nicaise, un Allemand a dit à la dame Wager, en lui montrant le puits de la ferme où elle avait été internée après son départ de Douilly : « Nicht boire ; coliques ! »

L'état-major de la 5<sup>me</sup> armée britannique a eu entre les mains un ordre donné par le commandant des avant-postes, le 14 mars 1917, et où se trouve cette phrase : « La fraction du 6<sup>me</sup> cuirassiers veillera à ce que du fumier soit disposé en quantité suffisante auprès des puits. » Un autre document, intitulé « Ordre relatif aux destructions » et portant en tête la mention *streng geheim* (strictement secret), nous a été également communiqué. On y lit, dans le chapitre III :

« Le commandant des pionniers dirigera la destruction des localités. Les dernières grandes destructions dans Gréville, Biefvillers, Aubin et Avesnes commenceront à l'heure X+2. Pour couvrir les équipes de mise de feu, chacun des commandants de secteurs fournira deux sous-officiers et vingt hommes des bataillons B et deux brancardiers avec brancards. Les destructions de Favreuil, Beugnâtre et Frémicourt commenceront le deuxième jour de marche à l'heure X+3. La destruction de Morchies sera exécutée le matin du troisième jour de marche ; elle devra être terminée pour 5 heures... La destruction de Louverval, Boursies, Demicourt, commencera le troisième jour de marche. Pour ces destructions, le commandant des pionniers s'entendra avec le commandant des avant-postes de la division S. du secteur III, major von Uechritz, à Doignies, de manière que toutes les destructions non effectuées sur la demande de ce commandant d'avant-postes soient effectuées plus tard par la division S.

« L'allumage des incendies sera exécuté sous le commandement des officiers par les différentes équipes. La destruction de tous les puits est importante. »

Signé : TIEDE (F. d. R.),

BAESSLER, oberleutnant.

Nous avons déjà vu qu'on n'épargnait même pas les cimetières.

Le cimetière de Péronne, dit le rapport officiel, a été indignement ravagé, et de nombreuses tombes y ont été profanées. A Hervilly, cinq caveaux ont été fouillés ; l'autel du monument funéraire de la famille Paux a été fracturé. A Cartigny, les Allemands ont ouvert, en descellant les pierres, cinq caveaux surmontés chacun d'une chapelle. Ils ont opéré de même à Ronssoy, à

Becquincourt, à Dompierre, à Bouvincourt et à Herbécourt. A Nurlu, à Roisel, à Bernes, ils ont même brisé des cercueils. Dans le terrain clos servant de cimetière privé à la famille de Rohan, à Manancourt, ils ont enterré un grand nombre de leurs soldats, et chose inconvenable, installé à la fois une cuisine à l'intérieur du mausolée des Rohan, et des latrines au milieu de leurs propres tombes. Dans la crypte, où règne un désordre indescriptible, presque toutes les cases sont béantes. Un cercueil d'enfant, sorti de l'un des compartiments, a été déplombé. Un lourd cercueil en plomb, à demi tiré d'une autre case, porte sur son couvercle des traces de coups de ciseau. Un bloc de marbre, au milieu duquel se voit une petite excavation, a été jeté parmi les décombres ; on y lit cette inscription : « Ici repose le cœur de Mme Amélie de Musnier de Folleville, comtesse de Boissy, décédée à Paris le 16 juillet 1830, à l'âge de trente-deux ans et dix mois. »

A quel mobile attribuer ces profanations monstrueuses ? L'ennemi espérait-il trouver des valeurs ou de l'or placés par les familles sous la protection des morts, et dans les cercueils quelques bijoux ? Il est à remarquer que les sépultures riches ont particulièrement souffert. Quoi qu'il en soit, la répétition des mêmes actes dans tant de cimetières donne le droit d'affirmer que les chefs allemands ont pour le moins toléré ces forfaits, s'ils ne les ont pas ordonnés.

Voilà un aperçu du traitement imposé par les Allemands à un territoire qu'ils ne pouvaient garder par la force des armes.

Les journaux allemands ne cachaient pas le fait de la retraite, mais le présentaient comme une nécessité d'ordre militaire.

Ainsi le « Lokal Anzeiger » écrivait :

« De notre correspondant sur le front :

« L'auto traverse le faubourg, à Ham, et s'enfonce dans la campagne. Nous nous dirigeons vers le sud-est et, soudain, nous sommes dans le royaume de la mort. J'ai souvent, autrefois, parcouru cette région et je ne la reconnaiss plus. De vieux arbres géants se dressaient naguère des deux côtés de la route ; ils ont disparu. Des maisons et des fermes bordaient le chemin. Il n'en reste plus rien. Par tout le désert, au travers duquel la route est le dernier vestige d'une civilisation disparue, et la route elle-même disparaîtra dans quelques jours ; tous les carrefours sont minés, les chambres de mines sont chargées. Des charrues automobiles retournent la terre des prairies, pour la rendre impraticable aux convois ennemis et à l'artillerie. Des troupes en marche passent avec des voitures chargées d'ustensiles et de



provisions, elles n'ont rien laissé dans leurs positions évacuées : pas un baquet, pas un banc. Ce qui n'a pu être détruit a été brûlé ou brisé. »

La *Frankfurter Zeitung* annonçait :

« Notre commandement a voulu créer une sorte de glacis en vue des futurs combats. Une large zone de dévastation a été créée, qu'on pourrait appeler « zone de la guerre » dans tout ce qu'elle a d'impitoyable. Des villages florissants, jusqu'ici habités, des champs cultivés, des jardins potagers ne représentent plus qu'un amas de cendres fumantes. Partout, j'ai vu les pionniers à l'œuvre, qui mettaient la dernière main à l'ouvrage. Les magnifiques troncs des arbres qui bordent les routes françaises gisaient à terre, en partie sciés, pour être placés comme obstacles sur la route au dernier moment. Les croisements des routes, les ponts, les canaux, les écluses, étaient minés ; les chambres des mines étaient chargées. »

La «*Norddeutsche Allgemeine Zeitung*» avait en ces termes :

« Nous ne voulons pas nier les destructions accomplies par les Allemands dans la région évacuée, nous n'en voyons d'ailleurs aucunement la nécessité.

Ces destructions ont été dictées par une dure, mais inflexible nécessité militaire. En première ligne, tous les ponts et toutes les routes ont été détruits ainsi que les voies ferrées. Les Allemands ont dû aussi abattre les forêts pour priver l'ennemi du matériel nécessaire aux constructions et aux fortifications. Les villages ont dû être détruits pour les mêmes raisons. La destruction des arbres, des champs, des jardins, des allées était tout indiquée au point de vue militaire.

Nous n'avons naturellement laissé que la population impropre au service militaire. Ce serait commettre un crime contre notre propre sécurité militaire que de laisser à l'ennemi des forces de travail qui ne sont pas moins précieuses que des soldats. »

Le «*New-York Evening Sun*», et avec elle tous les hommes civilisés, demandait « si les nécessités militaires invoquées par l'Allemagne exigeaient-elles que les arbres fruitiers fussent rasés, que les mobiliers des maisons fussent détruits, que les édifices fussent brûlés, que les entrepôts de la commission américaine de secours fussent pillés et que les jeunes filles françaises fussent déportées? »

Il résulte clairement de tout ce qui précède que les combattants allemands étaient pleins d'hypocrisie et qu'à la défaite militaire — car telle était bien la retraite, qui éloignait de Paris, l'armée du Kaiser — s'ajoutait encore un sentiment de vengeance.

\*\*\*

Il est intéressant de consulter ici l'ouvrage d'Henry Bordeaux : «*Le Plessis-de-Roye*».

« Mars 1917 : mois des grandes espérances printanières. Sur les vastes chantiers construits à l'arrière du front de bataille, la future offensive s'élaborait. — Ce sera devant nous, songeaient les habitants de l'Oise. Un beau jour, le 18 mars, le pays, allégé, apprenait que l'ennemi se retirait du saillant de Noyon, que Noyon était libéré, et Lassigny à l'ouest, et Babœuf et Chauny à l'est, et Guiscard et Ham plus au nord. Les Allemands se repliaient sur leur fameuse barrière Siegfried, au sud de Saint-Quentin et devant la Fère.

Ils avaient bien essayé de garder Tergnier et Coucy, mais nos soldats, les tallonnant, les avaient bousculés.

Ces bonnes nouvelles avaient rempli de joie la France.

Elles n'avaient pas surpris les paysans de la région qui, patients, guettaient le moment de rentrer chez eux. Mais dans quel état retrouveraient-ils leurs champs et leur demeure?

J'appartenais alors à la 1<sup>re</sup> armée et j'eus la bonne fortune de parcourir les 19, 20 et 21 mars (1917, bien peu de temps après le départ des arrière-gardes allemandes, ces régions qui venaient de nous être rendues et qui portaient encore les stigmates de l'occupation.

Les 17 mars, à dix heures du soir, les Allemands abandonnaient Noyon; le 18 mars, dans la matinée, nos premiers cavaliers — du 7<sup>e</sup> régiment de spahis — faisaient leur entrée dans la cité reconquise, ayant franchi les

routes coupées, les inondations tendues, et capturé les derniers trainards de l'arrière-garde.

Noyon est une vieille ville de chez nous. Sur la place principale qu'orne un bel hôtel de ville Renaissance, une fontaine rappelle son passé : la Chilpéric fut inhumé, Charlemagne sacré, Hugues Capet élevé au pouvoir royal.

Quand les gamins signalèrent les cavaliers — dont les uniformes kaki firent un instant hésiter sur la nationalité des conquérants — Noyon, sortant de leurs cachettes les drapeaux tricolores, pavoisa.

— Nous vous attendions, me dit ce matin (19) une vieille femme, comme j'arrive de Lassigny détruit.

C'est le 30 août 1914 que le dernier soldat français nous quitta. Depuis ce jour-là nous vous attendions. Cela fait deux ans et demi. C'est long. Bien des fois il nous semblait que le canon se rapprochait, et nous pensions — car il ne fallait rien dire : « Ce sera pour bientôt. Les nôtres sont là, pas bien loin. Pourquoi ne tirent-ils pas sur Noyon? Qu'ils tirent donc sur nous — nous descendrions dans les caves — mais qu'ils viennent! » Deux ans et demi, c'est long, quand il faut surveiller toutes ses paroles et tous ses gestes.

Noyon, cependant, a été relativement épargnée, sauf le quartier de la gare et les casernes de cavalerie qui ont été brûlés, et les maisons en bordure de la Verse qu'ils ont fait exploser.

Noyon a l'apparence d'une ville vivante. Si l'on y regarde de plus près, on découvre mieux les ruines : intérieurs pillés, boiseries brisées, portes enfoncées, meubles estropiés. Du moins la cathédrale et l'hôtel de ville, intacts, rappellent la vie d'autrefois.

Chauny a été plus maltraitée. De Noyon à Chauny, il y a 16 kilomètres. La route suit, sans le border, le cours de l'Oise.

Au sortir de Noyon, les terres sont ensemencées : voici le vert tendre du blé qui lève, et voici des arbres indémies qui bientôt fleuriront. Déjà l'on est tenté de se réjouir : à partir de Babœuf, déjà endommagé, l'impression change.

Toutes les maisons restées sont détruites, et bientôt des villages entiers gisent à terre éventrés.

Tous les arbres fruitiers dans les vergers, tous ceux qui sont en bordure de la route sont entaillés aux trois quarts. On n'a pas eu le temps de les abattre, mais leur sève est tarie et ils sont comme des morts debout. Les champs sont maintenant incultes. Le désert commence.

Chauny était une ville bien plus importante que Noyon : dix mille habitants au lieu de six mille, et de vastes ateliers occupant un peuple d'ouvriers.

C'était la ville neuve dans le voisinage de la vieille cité, la ville industrielle enrichie par les manufactures, spécialement par la succursale des glaces de Saint-Gobain, à côté de l'ancienne ville bourgeoise et pittoresque. Chauny n'avait pas de beaux monuments à montrer aux visiteurs, comme la fameuse fontaine, l'hôtel de ville et la cathédrale de Noyon, mais elle était fière de ses deux églises, de sa mairie, de son théâtre, de ses banques, de ses rues bien construites, de ses maisons visant à l'élégance. Chauny était, car Chauny n'est plus.

Seul, le faubourg de Noyon a été respecté. Là, les Allemands avaient rassemblé, entassé les habitants pendant les quinze ou vingt jours qu'ils employèrent à la destruction de tout le reste de la ville. »

Et l'auteur décrit les ruines :

« Les habitants épargnés, à peine nourris, ont vécu, avant l'arrivée des troupes françaises, dans une épouvante sans nom.

Chaque nuit ils entendaient les détonations qui faisaient exploser leurs maisons, ils voyaient les flammes jaillir. Qu'allaient-ils devenir eux-mêmes? Ils avaient froid, bientôt ils auraient faim. Un tel régime a laissé des traces sur les figures : de là cet air de terreur qu'on voyait, en arrivant, aux habitants de Chauny.

De Chauny je remonte dans la direction de Saint-Quentin. Le spectacle de cette continuité de dévastation finit par porter l'horreur et la haine au paroxysme. Aucune maison n'a été épargnée, les attentats contre les arbres se multiplient. Ici était une grande usine : avec ses turbines écrasées, son armature de fers tordus, on dirait un vaisseau naufragé, ou quelque gigantesque zeppelin





Les Boches détruisirent même les arbres et les instruments aratoires.

effondré, cinq ou six fois plus grand que celui qui fut abattu à Compiègne.

Là, s'épanouissaient de vastes bâtiments de ferme ; il n'en reste que les murs déchiquetés ; les toits ont coulé sur le sol qu'ils arrosent de leurs tuiles. Et voici, sur d'immenses espaces, tous les arbres sciés à un mètre du sol et tombés en ligne sur leurs souches, comme des sections frappées en ordre par les mitrailleuses.

Sur ce champ de bataille des arbres égorgés, s'élève une petite butte, non loin d'un hameau, nommé Fallouéi, dont les maisons gisent aussi à terre. Sur cette butte qui fut boisée, un pavillon a été construit avec les baliveaux environnants. Maintenant, cette maison forestière s'aperçoit de très loin. Elle domine la plaine saccagée. Il n'y a plus qu'elle dans tout le paysage mort. Une rampe d'accès en branches entrelacées y conduit. Une galerie en fait le tour, et ses entrelacs dessinent un nom : *Prince Eitel*.

Là, le prince Eitel-Friedrich, fils de l'Empereur, commandant la 2e division de la garde, venait oublier son commandement et rêver. C'était la rustique maison de repos de ce jeune Siegfried.

Au fronton, au-dessus de la porte, on peut lire cette inscription : *Hubertus-Haus*, que couronne une lyre à sept cordes portant entre deux branches deux glaives entre-croisés. L'unique pièce est tendue de toile bleue bordée de filets d'or. La vue des quatre fenêtres était reposante : des bois jadis verdissants, de douces plaines coupées de canaux et de rivières, des villages paisibles, et, d'un côté, au bout de l'horizon, Saint-Quentin et la masse de sa cathédrale ; de l'autre, la Fère à peine visible au-dessus des bois de Frières. La vue, aujourd'hui, ce sont des forêts en larmes, des villages détruits, la Fère inondée, et la cathédrale de Saint-Quentin décapitée de sa flèche.

Derrière la maison, des bancs et des tables, un fauteuil sculpté, sans doute réservé au prince, devant une énorme souche qui devait servir de table. De quelles agapes, de quelles beuveries, de quelles saouleries ces lieux furent-ils témoins ?

Sur la blessure de l'un des arbres gisant, on peut lire cette inscription : *Du sollst die Bäume verderben* (tu dois détruire les arbres). Ce peuple des forêts germinait, qui affecte dans sa poésie et sa musique de diviniser la nature, a voulu nous frapper dans l'avenir de notre sol : *Un peuple sans forêts est un peuple qui meurt*.

\*\*\*

Dans les grands événements, l'histoire privée et l'histoire nationale se confondent : l'une est la réduction de l'autre. Mme du Pontavice, dès la grande nouvelle répandue de la retraite allemande, a fait le siège de l'administration militaire pour rentrer au Plessis-le-Roye, entraînant avec elle la petite population qui se pourrait loger dans les démolitions et les décombres.

Mme du Pontavice fut la première à rebâtir : un baraquement sur la terrasse, un nid sur l'arbre foudroyé. Elle donna aussi l'exemple du travail agricole, étant elle-même propriétaire du château. M. du Pontavice, maire du Plessis se livrait à la culture avant la guerre et il avait sous ses ordres une colonie de paysans de la Bretagne et du Limousin.

Pendant deux ans et demi jusqu'en mars 1917, le Plessis fut la barrière dressée devant l'envahisseur. Ses maisons furent incendiées, l'église s'écroula, le château fut bombardé chaque jour. La population resta le plus longtemps qu'elle put, mais dut finir par se retirer vers les villages plus éloignés du front.

M. du Pontavice était officier. Les trésors d'art du château furent mis en sûreté à Compiègne par des soldats, sous la direction de Mme du Pontavice, qui demeura dans son château, y soigna les blessés et reçut des hôtes de marques, entre autres le général de Castelnau.

Mais en novembre 1915, la 6me armée, sous les ordres du général Dubois, arriva au Plessis. Le général renvoya Mme du Pontavice. La noble femme partit en pleurant, mais elle n'alla pas loin et s'établit au milieu de ses paysans dans les premières maisons habitables.

Une division, au repos à Riquebourg, les fournit. Les hommes y trouvèrent leur compte, et les chevaux leur entretien. La direction des Etapes prêta spirituellement quelques prisonniers boches, qui réparèrent avec zèle le mal occasionné par les projectiles de leurs frères. Les vaches qui, en 1914, avaient échappé aux obus et qu'on avait transportées en Bretagne, furent ramenées et se remirent à paître paisiblement aux lieux mêmes où l'on s'était battu. En face de l'église démantelée, se dressa bientôt le baraquement de la mairie-école, car la commune entendait recommencer sa vie collective.

Bientôt le conseil municipal se réunit et parfois il était présidé par le commandant du Pontavice en personne, lorsque son service le lui permettait.

A Lassigny aussi, à Noyon, aux environs de Guiscard, de Ham, de Chauny et de Jussy, partout dans les régions reconquises, les champs furent nivelés, retournés et ensemenés, en dépit des plus grandes difficultés.

Ce travail de résurrection était dû pour une large part à l'attachement du paysan au sol et à l'initiative privée, qui permit de fournir des secours, de construire des baraquements, d'envoyer des vêtements, des semences et des plantes.

Des femmes se distinguèrent à cette occasion, entre autres Mmes de Chabannes la Palice qui aida si généreusement à la reconstitution de Maucourt et de Quesmy dans l'Oise, assistée de l'institutrice de Quesmy. Mme Pellequer, et de Mme Dru, femme du maire de Maucourt, et de même elle rappellera une Mme Hervé et une Mme Geoffroy qui, dans la région de Manicamps dans l'Aisne, furent la providence des habitants. Tant d'autres noms devraient être nommés, de celles qui res-





Téléphonistes boches.

terent sur place, à cultiver les terres sous les obus, et de celles qui revinrent pour rebâtir. Mais comment oublier ces amies de la France, une miss Morgan, une miss Dike, et combien d'autres qui pansèrent les plaies du sol comme des blessures de chair ?

Par suite de l'avance de l'armée française, 30.000 habitants furent rendus à la mère-patrie. Il fallut pourvoir immédiatement à leur ravitaillement et à la restauration du pays.

Dès le 10 avril, on institua au grand quartier général une « Instruction sur l'organisation du territoire français reconquis ». C'était comme la charte de l'œuvre à accomplir et qui fut réalisée par la 3<sup>me</sup> armée, sous le commandement du général Humbert.

Le général Humbert était un colonial qui avait fait la guerre lointaine, la guerre qui transforme le sol et engendre la prospérité et la vie.

Mais avant de nous étendre sur ce point, il nous faut décrire la suite des opérations militaires.

## A LA SOMME EN 1917

Les Allemands s'étaient donc retirés sur la ligne Hindenburg.

Du 25 mars au 4 avril il y eut des combats au centre, lorsque le général Fayolle essaya de conquérir les hauteurs entre la Somme et l'Oise.

L'ennemi s'efforça d'empêcher les Français de franchir la ligne des canaux Saint-Quentin-Saint-Simon-Tergnier et inonda le secteur devant La Fère.

Le 22 mars il fit des efforts inouïs, pour refouler son adversaire qui avait pris pied à l'Est du canal de Saint-Quentin-Chastres, de l'autre côté du canal, mais il ne put y parvenir. Les Allemands furent même refoulés sur Grand Séraucourt.

Les Français, excités par la vue des destructions, s'emparèrent des forts de Liez et de Vendeuil au nord de la Fère, le 25 ils conquièrent les hauteurs de Essigny-le-Grand.

Le 3 avril, le général Fayolle attaqua entre l'Epine-de-Dallon et Benay. L'ennemi opposa une résistance opiniâtre mais perdit Epine-de-Dallon, Dallon, Giffécourt, Cécizy et plusieurs collines au sud d'Elwillers.

Le temps devint défavorable.

On se battit dans des ouragans de neige et les blessés eurent à supporter des souffrances inouïes à cause de la bise.

Le matériel et les munitions durent être apportés à travers la plaine déserte devenue un cloaque et un marais.

Néanmoins les Français parvinrent à déloger l'ennemi des dernières hauteurs qui dominaient Saint-Quentin au sud, Uwillers et Mot furent énergiquement attaqués.

Nos alliées conquièrent trois positions de tranchées au nord de la ferme Eolie et y trouvèrent beaucoup de blessés et un butin considérable.

Alors on rencontra une résistance opiniâtre et le combat s'apaisa autour de ce point.

Tout ceci se passa donc au sud de Saint-Quentin.

Considérons maintenant l'œuvre des Anglais au nord de cette ville dans le secteur Saint-Quentin-Cambrai.

Les Allemands avaient établi des retranchements très solides entre Bullecourt-Quéant-Beaumont-lez-Cambrai et Havrincourt.

On peut retrouver cet endroit dans une demi circonférence devant Cambrai. C'était la l'objectif des Anglais, avec le Catelet comme axe de leurs opérations.

Le 26 ils s'emparèrent de Lagnicourt, le 28 de Neuville-Bourjonval, puis de Ruybaucourt, de Sorel-le-Grand et de Fins.

Le 29 la cavalerie de Roisel occupa toute une ligne de villages. Alors l'armée anglaise de Rawlinson commença l'encerclément de Saint-Quentin par l'ouest et le nord.

Le 1<sup>er</sup> avril, après un combat acharné elle s'empara de Savy, le jour suivant de Francilly, de Holnon et de Ville-Cholles ; puis avançant toujours, les Anglais pénétrèrent dans le bois d'Havrincourt.

Plus au sud, ils délivrèrent Ronsoy, Lempire, Le Verquier, Pontru et Fresnoy-le-Petit.

De ce fait ils purent prendre Saint-Quentin sous le feu de leurs batteries.

Entre l'Aisne et l'Ailette, le général Humbert traversa l'Ailette.

Le vandalisme historique des Allemands n'épargna pas le château historique de Coucy qui fut détruit.

Le 27 les Allemands durent évacuer Coucy-ville.

Le 1<sup>er</sup> avril l'ennemi abandonna Vauxaillon.

Ainsi le général Humbert parvint jusqu'aux pieds du massif de Saint-Gobain, clef de la plaine de Laon.

\* \* \*

Au sujet de cette région nous citons un extrait de l'ouvrage : « La Somme sous l'occupation allemande », par Calippe.

« Les Allemands ont évacué Ham dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 mars.

» Leurs préparatifs n'étaient pas achevés.

» Le samedi, ils firent sonner à travers la ville un ordre enjoignant à tous les hommes, à partir de l'âge de 15 ans, de se rendre, le lendemain matin à 9 heures, à l'église avec un jour de vivres.

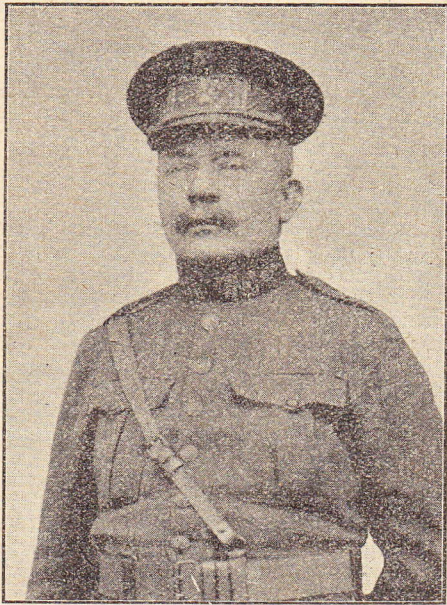
» Sans doute comptaient-ils les emmener à l'arrière avec eux.

» Quand les hommes se présentèrent, le commandant de la place les garda un quart d'heure et les renvoya. Il y avait eu contre-ordre...

» Il profita seulement de leur présence à l'église pour leur adresser une communication qu'il aurait aussi bien pu faire sonner dans les rues.

» C'était l'ordre de s'abriter au centre de la ville, de midi à quatre heures, pendant qu'il serait procédé à la destruction du château, du beffroi, des trois ponts.





Le général Roquoy.

Les habitants déménagèrent et évacuèrent hâtivement les maisons menacées par l'explosion. Puis, ils attendirent tout l'après-midi, anxieux. Rien n'eut lieu, encore un contre-ordre assurément.

La proclamation portait que nul ne sortirait à partir de six heures du soir.

Peu de gens se couchèrent. On savait que le départ approchait. Les téléphonistes avaient enlevé leurs fils, ce qui semblait un signe d'exode définitif.

Entre une heure et trois heures du matin, la ville trembla; le château sautait. Chacun crut que sa maison s'effondrerait aussi. Les habitants, terrifiés, attendirent le petit jour.

Alors, des mansardes, ils osèrent hasarder un regard. Le beffroi n'existait plus. Là-bas, la citadelle avec ses tours célèbres était en ruines.

Ils descendirent; les plus hardis se risquèrent dans la rue, marchèrent d'abord avec prudence, puis plus vite.

« Alors, courant de tous côtés, ils sentirent qu'ils étaient seuls et libres. Il était 6 h. 1/4. Ils se heurtèrent à l'entrée et à la sortie de la ville, aux immenses entonnoirs qui barraient la route. Ils virent, tout autour, les maisons en miettes.

« Tout à coup, on entendit un ronflement d'avions. C'étaient quatre appareils français qui arrivaient à toute vitesse, volant bas. L'un d'eux donna à ces pauvres gens l'impression de raser les toits. Ils virent soudain l'aviateur agiter son bras, leur faire des signes, les saluer.

« Ils poussèrent des clameurs. Aucun de ceux qui nous ont raconté cette scène n'a pu achever son récit sans jeter sa tête dans ses mains et sangloter.

« Alors un habitant songea qu'il fallait boucher les entonnoirs pour permettre à nos soldats d'arriver. On se mit bientôt d'accord. Un appel à la population fut sonné dans les rues et tout le monde, vieillards, femmes, enfants, vint jeter des briques, de la terre, des pierres, dans les grands trous. Pour ce travail immense, leurs bras étaient impuissants.

« L'ennemi avait brisé presque tous les outils avant de partir. Ils prenaient la terre et les débris à pleines mains et les jetaient. Le génie est venu depuis. Les femmes ont voulu aider nos soldats, ont demandé des pelles, des brouettes. Elles travaillent avec ardeur. Et le spectacle nous parut pittoresque mercredi, quand, sous le soleil, autour de l'entonnoir de la route de Saint-Sulpice, tous, civils et militaires, travaillaient avec le même entrain, on vit un gamin monter jusqu'au faite d'un immense poteau télégraphique pour y planter un drapeau français.

« Il ne faut pas chercher à connaître ce qu'ont dit, fait, ressenti tous ces malheureux quand ils ont vu arriver nos premiers cavaliers et, peu après, nos fantassins. Ils sont encore incapables de parler de ces minutes étourdissantes sans pleurer. »

\*\*\*

Lorsque les Français entrèrent dans Péronne ils n'y trouvèrent que des ruines. Nous le savons déjà.

Des mines cachées tuèrent encore plus d'un soldat du génie.

« Nous voici sur la Grande Place. Un groupe de maisons brûle encore. Elles brûleront jusqu'à ce que tout soit consumé. Car il n'y a pas d'eau. Toutes les pompes, d'une extrémité à l'autre de la ville, ont été brisées à coups de massue. Non, pas toutes : après bien des recherches, on a fini par en découvrir une ou deux qui, tant bien que mal, fonctionnaient encore.

« Mais prenons garde : il y a des surprises.

« Voici deux gendarmes français : dans les tas de vaisselle brisée qui partout jonchent le sol et s'écrasent sous les pieds, ils essaient de découvrir quelques pièces encore utilisables : des assiettes, des pots de confiture dans lesquels ils pourraient donner à manger et à boire aux réfugiés dont on signale la présence dans les villages voisins.

« Soudain, l'un des gendarmes touche et déplace, par mégarde, une boîte de fer blanc — quelque boîte de conserves dont on retrouve un grand nombre au milieu de ces débris

« Au même instant, un mécanisme d'horlogerie se déclanche.

« Ces braves jettent par terre leurs piles d'assiettes, se réfugient tout près de là, sous un escalier, et y attendent stoïquement la mort. Puis, le bruit cesse, le mécanisme s'arrête. A la lueur d'une lampe électrique, ils se hasardent à sortir de leurs cachettes, on n'entend plus rien. Ils nous montrent la boîte :

— Surtout, disent-ils, n'y touchez pas, ça pourrait éclater !

« Voici d'anciens logements d'officiers. Dans ces caves profondes, des débris jonchent partout le sol. Elles devaient être pourtant, à en juger par ce qui reste, superbement aménagées.

« On aperçoit encore les traces des installations de la lumière électrique et du téléphone.

« Les tables de nuit, pour la plupart, sont brisées. Le marbre des tables de toilette a été mis en pièces à coup de massue.

« Dans le fond des cuvettes, on trouve encore des eaux sales.

« Dans certains abris, on compte jusqu'à cinq ou six glaces luxueuses, des lits, des tapisseries. A trente pieds sous terre, voici un piano — rendu inutilisable, naturellement. Dans la rue du Collège, l'un de ces abris souterrains est entièrement tapissé de soie rose ; et comme il est impossible de trouver une seule chapelle, un seul autel où l'on puisse célébrer la messe, un prêtre français n'hésite pas à le transformer en oratoire.

« Dans la soirée du mercredi 21 mars, on signale à l'officier britannique qui commandait la « place » et les ruines de Péronne l'état de détresse dans lequel se trouvent, à quelques kilomètres au sud-est de la ville, les malheureux habitants du village de Vraignes et les réfugiés qui étaient venus en tripler ou en quadrupler le nombre.

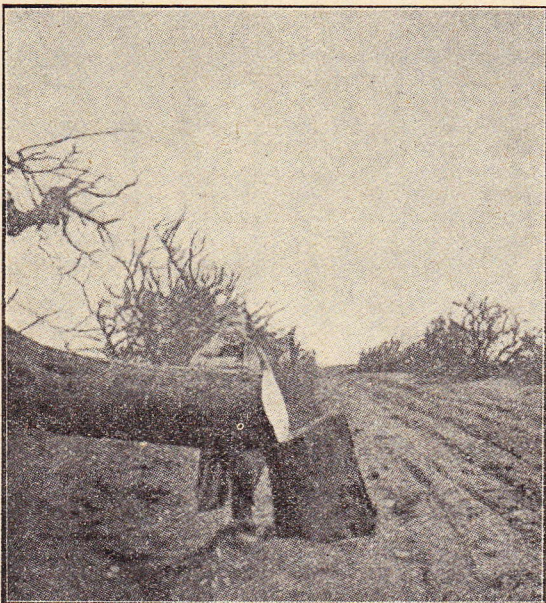
« Sans perdre un instant, le commandant fait préparer deux voitures de ravitaillement — de ces voitures, reliées deux à deux, que les Anglais appellent des « dimbers ». Il allait partir accompagné d'un interprète et d'un gendarme français lorsque, par téléphone, un contre-ordre arrive (ce qui est fréquent, dit-on, dans toutes les armées) :

« — « N'allez pas à Vraignes, lui mande-t-on. Il y aura une attaque ce soir, et peut-être le village sera-t-il occupé demain par les Allemands. »

« — « Bien, répond flegmatiquement le commandant, nous attendrons. »

« Mais, la nuit, le commandant ne dort pas : il pense aux malheureux Français qui, à Vraignes, souffrent de





Un arbre abattu par les Boches.

la faim. Et, dès 4 heures du matin — ce qui est, paraît-il, admirable pour un Anglais — il est debout, lui, l'interprète et le gendarme.

Et en route avec les petites voitures, chargées d'abondantes rations de vivres !

» On arrive à Bouvincourt. Il y avait là, avec les habitants, des réfugiés de plusieurs autres villages.

» Les malheureux étaient encore tout émus des horreurs dont ils avaient été les témoins ; et leur cœur souffrait des cruelles séparations qui leur avait été imposées.

» A peine avaient-ils le nécessaire pour eux-mêmes ; et cependant ils disent à l'officier qui s'offre à les ravitailler :

— « Nous n'avons besoin de rien : à Vraignes, ils sont plus malheureux que nous !

» Mais à qui est Vraignes ? Aux Anglais ? aux Allemands ?

» Les pauvres gens, naturellement, n'en savent rien. La petite caravane arrête un homme du service des renseignements.

— Peut-on aller à Vraignes ?

— Je crois que oui, répondit-il.

» L'homme du service de renseignements, toutefois, ne paraît pas bien fixé sur la valeur de ces indications.

» Mais l'officier décide de tenter l'aventure :

— Allons à Vraignes, déclare-t-il.

» Un taube survolait le petit convoi. Soudain une grenade éclate à 200 mètres de là.

» Était-ce une bombe jetée par l'avion ?

» Ou un obus lancé, de loin, par un canon ?

» Pendant l'alerte, le gendarme avait fait demi-tour : à quoi bon se faire tuer pour rien ?

» Le commandant, lui, pensait à ses rations de vivres.

» A aucun prix, il ne voulait s'exposer à les faire tomber entre les mains des Allemands.

On décide donc de retourner à Bouvincourt pour y consulter de nouveau l'homme du service des renseignements. On n'en apprend pas plus que la première fois, si ce n'est que, sans doute, l'infanterie anglaise occupe Vraignes depuis le matin.

» Le petit groupe part de nouveau, mais sans les voitures de vivres et à pied, et finit par arriver aux abords du village.

Qui y trouvent-ils ? Des soldats anglais, flânant dans les rues, comme chez eux, les mains dans les poches.

— Où sont les Allemands ? demande à l'un d'eux l'officier.

— Je ne sais pas, répond le soldat, par là.

Et, d'un geste de la main, il montre la direction de l'est.

— On peut entrer dans Vraignes ?

— Mais oui, mais oui, pas d'inconvénients !

» Cette fois, c'est sérieux, l'officier, l'interprète et le gendarme vont chercher les voitures de ravitaillement : et, tout à fait rassurés, ils font enfin leur entrée dans le village.

Entrée triomphale !

» Il y avait là exactement 1.016 personnes qui, depuis plus de deux ans, n'avaient pas vu de pain blanc. Le commandant prend l'un des pains qu'il apportait, le coupe en deux dans toute sa longueur, le montre aux enfants, qui le dévoraient des yeux. Puis, il le partage en petits morceaux, comme on fait dans les églises pour le pain bénit, et distribue à tous ces petits ces prémices du pain de France.

\*\*\*

De temps en temps les Allemands avaient permis à des Français de passer du pays occupé en territoire non envahi par la Suisse et la Hollande. Ce rapatriement commença déjà dès mai 1915. Les premiers trains partirent de Maubeuge, puis de Cateau, Guise, Caudry et Lille.

Un tiers des places fut cédé aux indigents, les autres places furent vendues, au prix de 40 marcs à ceux qui pouvaient payer.

Huit jours à l'avance on devait montrer l'argent et les titres que l'on désirait emporter. Le voyage de Maubeuge à Rouen durait cinq jours. On devait emporter des vivres, mais durant le voyage les Allemands fournissaient aussi de la soupe et du café. Il va sans dire que seuls les gens incapables de servir sous les armes jouissent de cette faveur.

On vit donc aussi des Français en Hollande.

Un correspondant d'un journal néerlandais en rencontra à Flessingue ; il écrivit ce qui suit à ce sujet.

« Oui, m'sieu, c'est bien dur ! »

« La vieille le lui raconta d'une voix plaintive.

C'était une petite vieille qui passa sa vie dans son fauteuil et sur son lit. L'été parfois dans le soleil, mais pour le restant de l'année autour du poêle, et secourue comme un enfant par sa fille ; une petite vieille qui avait peut-être encore une couple d'années à vivre.

Et la voilà, à cette heure, sur le perron à Flessingue par cette froide soirée de novembre ; et demain elle doit traverser la mer houleuse.

Elle avait plus de quatre-vingt ans ; trois générations : grand-mère et la fille la soutenant du bras droit et tenant de la main gauche sa petite fille.

Ils étaient bien deux cents, venus de la Belgique, et ils voulaient se rendre en France non envahie où le fils, le père et le frère combattaient pour la France.

« Mon « homme » est mort... trois fils sont soldats... un des trois avec deux de ses fils, l'autre avec un... Tous dans la guerre ! nous raconte la vieille.

Pourquoi parlait-elle ? Là, en Belgique, la vie était si chère et le tirelire se vidait. Elle ne pouvait digérer le pain gris. Cela la rendait malade... Et puis l'ouragan, le terrible ouragan de la guerre pouvait s'abattre sur sa demeure. De plus, elle avait un désir intense : elle sentait bien que la guerre avait raccourci sa vie ; peut-être reverrait-elle encore une fois ses fils. Eux ne pouvaient pas venir la rejoindre, c'est pourquoi elle parlait pour les voir malgré les difficultés du chemin et les interminables heures à passer dans les trains.

Elle s'adresserait péniblement d'un bureau de passeport à l'autre, d'un consulat à l'autre, elle traverserait les tempêtes en mer !

« Mais que voulez-vous ? Une mère !.. »

O, cette guerre ! Elle se souvenait de 1870-1871. Alors aussi il y eut bien des souffrances et bien de pleurs et de gémissements... Mais qu'était cette guerre en comparaison de la présente !

Plus de deux cents... Plusieurs avaient attendu pendant toute une année la permission de partir. Il y avait là des personnes de toutes les conditions : des dames en toilette d'hiver, mais aussi des femmes dans une tenue misérable sous laquelle elles grelottaient sous le vent qui



soufflait avec rage et sous la pluie qui s'abattait en rafales.

Toutes les conditions... et aussi tous les âges.

Des mères portant des nourrissons. Fillettes et garçons jouaient autour des baluchons. Qui donc ne connaît les baluchons des exilés? Quelques tendrons essayaient déjà à faire valoir leurs charmes. Et les mères, celles qui ne connaissent que les soucis, qui ont déjà tant gémi et pleuré, mais restent courageuses... quand-même. Et enfin, les vieux, comme notre petite vieille. Quelques hommes seulement, des vieillards.

Les portes de la salle d'attente s'ouvrent. Quelques expatriés regardent avec étonnement. Il leur semble un instant qu'ils sont encore en Belgique. Des officiers allemands passent, drapés dans de larges manteaux gris, suivis de soldats.

Rencontre étrange sur ce coin de pays neutre. Le bateau vient de débarquer dix-sept officiers et soixante-huit soldats de la Croix-Rouge allemande. C'est du personnel d'ambulance fait prisonnier dans l'Est africain allemand et remis en liberté. Ils se rendent sur le train et ce soir ils seront dans leurs foyers et puis ils retourneront au front.

Et je songe au personnel de l'ambulance Belge que les Allemands capturèrent à Namur et qui dut jurer, avant sa remise en liberté de ne plus reprendre service.

Les Allemands ont l'air bien soignés: ils sont bien équipés. Ces officiers dans leurs gracieux manteaux et avec leurs chapeaux à larges bords semblent plutôt revenir d'une revue militaire que de la guerre.

Tout est quand-même bien organisé, fait remarquer un civil.

En effet, répondis-je, en montrant le troupeau d'exilés, et leur organisation comprend aussi le soignement à blanc de la Belgique entraînée dans la guerre par leur organisation.

Mais beaucoup de spectateurs ne saisissent pas le rapport. Organisation allemande et violation de droit restent pour eux des notions bien distinctes.

Le cortège d'allemands croise les exilés.

Tout est silence...

Etrange rencontre, mais combien impressionnante! Il me semble que cette caravane de femmes et d'enfants accusa le feldgrau... le militarisme du royaume de la royauté de la guerre ici représenté aussi.

Une accusation muette, sans même un signe.

Et il me semble voir Arras, Douai, Cambrai et les maisons détruites ou abandonnées.

Ces sacs et ces paquets, ces valises et ces coffres représentent tout l'avoir de beaucoup d'entre eux. Le reste est resté en arrière.

Cependant, au-dessus de toute cette misère et ces soucis brille encore l'espoir!

Ne nous a-t-elle pas dit, la vieille: « Je reverrai peut-être encore mes fils ».

Et le représentant de la France, le consul, qui les a reçus et qui les aide à aller plus loin, toujours aussi fidèlement, leur apporte le premier salut du pays qui lutte toujours et qui offrira l'hospitalité à ses propres enfants.

\*\*\*

En 1917, les déportés de la Somme chargèrent, M. Morienville, maire-adjoint de Moislains, de faire connaître leurs souffrances au monde civilisé.

A son arrivée à Evian, le sieur Morienville adressa à la préfecture de la Haute-Savoie la protestation suivante:

Messieurs,

« Après des remerciements unanimes à la ville de Schaffouse et à la ville d'Evian, notre premier mot en territoire français sera pour les prisonniers civils, ces hommes et ces jeunes gens, presque des enfants, devenus les esclaves de l'Allemagne, les victimes de la barbarie tudesque.

« Ils sont là-bas, sans vêtements, sans nourriture et sans feu, couchés sur des lits de treillage superposés et exposés ainsi aux frimas.

« Nous adressons un appel à toutes les nations pour les secours immédiats à apporter à ces malheureux. »

## LA BATAILLE DE VIMY.

Les Allemands, par leur retraite, avaient cru avoir déjoué les plans de l'Entente et rendu impossible, du moins pour un temps, toute offensive de sa part.

Mais les troupes de l'Entente avaient suivi les Allemands pas à pas et la bataille reprendrait bientôt.

L'adversaire disposait, sur le front français de 143 divisions, soit 1 million 450,000 hommes; 45 de ces divisions, soit 450,000 hommes formaient leur réserve.

Les grands axes de leur retraite étaient Vimy pour la plaine de Douai, Craonne pour celle de Laon.

La crête de Vimy était célèbre. En décembre 1914, en mai, juin et septembre 1915 elle avait résisté à toutes les attaques de l'Entente et, depuis lors, les Allemands l'avaient considérablement fortifiée. Douglas Haig devait l'attaquer avec deux armées: le général Horne au nord d'Arras et le général Allenby au sud.

La bataille fit donc encore une fois rage autour de la vieille et vénérable ville d'Arras, une des martyrs de la France.

Comme Ypres, bâtie aux temps de la prospérité de la Flandre, elle partagea comme elle, le même sort.

Les Allemands avaient essayé de se frayer un passage, par Ypres, vers la Manche, mais ils avaient échoué. Ils avaient essayé de forcer ce chemin par Arras, mais ce fut peine inutile.

Les Halles d'Ypres devaient être détruites et l'hôtel de ville d'Arras allait être rasé.

Celle-ci se composait de deux parties: une gothique et une en style renaissance, tout comme l'hôtel de ville de Gand, témoignant des deux époques qui les vit s'élever.

L'inscription permettait d'en déterminer l'âge; elle était très intéressante:

L'an mil cinq quatre

Par un second jour de juillet

Jean Delamotte et Pierre Goulâtre

Firent en ce lieu le premier guet,

Etant nouveau le beffroi faiet

Par un nommé Jacques Caron

Maître en cet art l'un des parfaits

Car il avait grand renom.

Quelle simplicité dans l'inscription, mais quels maîtres, quels artistes, quels créateurs! Et maintenant je puis vous raconter combien l'hôtel de ville d'Arras comptait de fenêtres, et quels ornements étaient sculptés dans la pierre... vous décrire les galeries, mais à quoi bon? Il semble qu'on détaille les beautés d'une superbe fleur de botanique. Un édifice pareil doit être considéré dans son vrai cadre, dans son entourage réel et en pleine connaissance de son passé, de sa bourgeoisie... Il en était de même de toutes les jolies façades de la « Petite Place » et des autres places et rues.

Et puis, il faudrait voir la riante contrée autour d'Arras...

Détruite, cette petite ville, devenue un vulgaire monceau de ruines comme Ypres!

De même qu'à Ypres, des Allemands pénétrèrent dans Arras, mais ils furent bien vite mis en fuite. Tout comme à Ypres, le bombardement commença en octobre et se poursuivit avec violence pendant tout le mois de novembre.

Au début d'octobre 1914 l'hôtel de ville fut détruit. Mais le beffroi, blessé, transpercé, résista et au-dessus de la crête, le victorieux Lion resta debout, comme un hommage au peuple qui, là-bas, plus au nord, disputa à l'ennemi jusqu'à la mort le dernier tombeau de son sol.

Le 21 octobre, le beffroi succomba.

La journée était tragique, et quand je songe à Dixmude, Neuport, Ypres et à toutes nos anciennes villes vénérées, alors je comprends aisément ce que signala au « Temps » M. Chabot, adjoint du maire.

Marius Vachon, qui cite ce passage dans son œuvre « Les villes martyres de France et de Belgique » l'appelle avec raison « l'acte officiel de la mort du beffroi ».

« Mercredi, nouvelle avalanche d'obus. Cette fois,



c'est au beffroi, seul resté debout, au centre de l'Hôtel de ville en ruines, que les ennemis s'en prennent.

Le tir est remarquablement dirigé. Les Taubes l'avaient sans doute repéré la veille; il est à noter que la pluie de fer succède toujours à leur visite.

Le beffroi s'est affaissé sur lui-même à onze heures moins six minutes du matin.

» La destruction d'un pareil monument semblerait avoir provoqué un amoncellement considérable de ruines; l'amas de débris n'occupe qu'une étendue de quelques mètres sur la chaussée.

» Pendant les heures de répit que laisse le bombardement, c'est une procession des Arrageois, qui veulent, une dernière fois, saluer le vieux beffroi, symbole de leur indépendance et objet de leur légitime fierté. Plus d'un laisse couler des larmes. Chacun emporte une pierre en souvenir de l'édifice tombé. On était fier d'un tel joyau. Et maintenant c'en est fait, ainsi que de la Petite place, si originale. »

Comme à Ypres, beaucoup de civils périrent dans le bombardement.

A la fin d'octobre, l'autorité militaire fit évacuer la ville infortunée.

Beaucoup d'édifices remarquables furent détruits.

Et maintenant, en 1917, Atrecht étant toujours aux mains des Français, mais une grande bataille ferait de nouveau rage autour des ruines de la ville.

L'artillerie commença; les Allemands firent avancer 3.000 pièces d'artillerie sur un front de 20 kilomètres, les Anglais leur en opposèrent 4.000.

Pendant sept jours ils vomirent leur mitraille sur la position allemande: 4 millions d'obus en dix jours. Les aviateurs sillonnaient continuellement l'espace, prirent 1700 vues photographiques, firent 17 raids de bombardement, abâtirent 17 appareils allemands et en détériorèrent 31. Eux-mêmes perdirent 23 avions. Le temps était défavorable, il pleuvait continuellement et l'on dut tout amener à pied d'œuvre à travers la boue et les marais.

On escompta une amélioration du temps. Mais il ne vint pas, et le 9 avril, à 5 h. 30, les Anglais déclanchèrent leur attaque.

Cela se passa sur un front de 24 km. depuis le sud de Givenchy-en-Gohelle jusqu'à Croiselles.

A 8 heures la pluie cessa de tomber, les Canadiens se lancèrent à l'assaut de la pente de Vimy, sous la conduite du général Byng. L'artillerie les soutint puissamment. D'un superbe élan les Anglais se ruèrent en avant et conquièrent la ferme «de la Folie», le hameau Tilleuls, le côté 132 et le village de Thélus. Le lendemain, ils s'emparèrent du village et du bois de Farbus.

Au centre Saint Laurent-Blangy succomba, puis Athies avec Feuchy.

Au sud, l'armée du général Allenby prit Tilloy et Neuville-Vitasse.

En deux jours de temps ils capturèrent 11.000 prisonniers, 100 canons, 60 mortiers et 165 mitrailleuses. Tout se passa comme à chaque offensive, les premiers résultats causèrent de grands espoirs.

Le 11 et le 12 avril Allenby s'empara de Monchy-le-Preux, Wancourt et Heninel, c'est-à-dire la troisième position de tranchées qui était formidablement défendue et comptait plusieurs nids de mitrailleuses.

La cavalerie fit montre d'une audace inouïe. Elle traversa la Scarpe près de Fampoux et attaqua les Allemands dans le dos, sous une pluie de projectiles. En une charge elle s'empara de Monchy.

L'infanterie était soutenue par les tanks qui brisèrent les fils de fer barbelés, traversèrent les tranchées et mirent les Allemands en fuite, frayant ainsi le chemin pour les troupes.

Vers la droite on se battit avec rage pour Bullecourt, qui fut pris, puis perdu, mais resta définitivement entre les mains des Français, de même que Wancourt et Heninel.

Le général Horne devint donc maître de Virny et de vant lui s'étendait la plaine de Douai et de Lens.

Les Allemands concentrèrent tout leur feu sur les points menacés.

Les Anglais s'emparèrent de Vimy, Petit-Vimy, Vil-

lerval, Angres et le 14, de Liévin, le faubourg de Lens centre de la région minière.

Lorsque enfin Saint-Pierre succomba, Lens fut menacée.

Les Anglais avaient pris, depuis le 9 avril, 14.000 hommes et 104 canons.

\*\*\*

Mais Lens ne fut pas encore délivrée. C'est une des villes, qui a le plus souffert.

«Et cependant», écrit le maire Basly, «Lens n'était pas morte encore: il circulait autour de nous, presque dans chaque maison, un peu de vie souple, frémissante. Dans nos caves, nous tremblions pour le sort de nos femmes, de nos enfants.

Mais Lens agonisait; du fond de ma cave, j'entendais ses derniers spasmes. Je restais des heures les mains contre mon front, abattu, anéanti. Ma pauvre ville, à qui j'avais donné le meilleur de mes forces et de ma vie, allait mourir, disparaître.

C'était un chagrin immense, inconsolable. Et quel rêve s'évanouissait!

Moi qui comptais la remettre, vivante, embellie, entre les mains de ses fils glorieux, aux sublimes combattants, aux Lensois jetés dans le grand brasier de la guerre... C'était, pour le jour de la paix, la récompense que je leur réservais...

Et voilà que maintenant... Que restait-il de la cité du travail et de la joie. Quelques maisons, sans portes ni fenêtres, mendiantes aveugles, debout le long d'un trottoir. Des amas de pierres..., des poignées de cendres.

Par instants, je m'échappais, malgré les obus, de mon tombeau pour revoir ma ville, noter les travaux urgents, les réflexions les plus pressantes: «S'il s'arrêtent là, eh bien! avec du travail on aura vite remis les choses en place.» J'espérais contre toute espérance.

Tant d'efforts, tant de richesses ne pouvaient pas, en quelques mois, en quelques heures, disparaître parce que des barbares...

Mais j'avais encore des illusions sur la mentalité allemande... Depuis longtemps, le sort de Lens était décidé par nos maîtres: elle devait être assassinée comme les ouvriers marchant à la mort accompagnés de leurs cerceaux, comme Mlle Pruvost, notre institutrice, comme nos chiens, Lens assassinée... Oui, et des bandits s'en chargèrent.

Que les lecteurs ne voient pas dans ce mot une exagération littéraire: des bandits tuèrent Lens, de vrais bandits échappés des géôles allemandes, des bagnes prussiens.

Les soldats n'avaient pu rester dans la ville. On les faisait maintenant cantonner en des lieux plus paisibles. Une troupe de parias, d'exclus, une horde d'êtres immondes, bossus, bancals, aux faces ravagées par tous les vices, les remplaçèrent.

Ils n'avaient point d'armes. Ils portaient sur le côté, un sac de grenades qu'ils lancèrent sur les maisons, contre nos portes, brisant, brûlant tout sur leur passage.

Trois d'entre eux habitaient dans une cave près de la nôtre; ils se reposaient de leurs crimes, en tirant des airs langoureux à un vieil accordéon. Sous les coups de ces assassins, Lens mit encore deux mois à mourir. Un jour, un silence effrayant, désolé nous enveloppa... La bande sinistre avait déguerpi, Lens était morte. Qu'allions-nous devenir?

10 avril 1917. Où fut décidé notre départ, comment pourrais-je l'oublier? Jamais, dans les pires tourments de mon existence, je n'ai, comme ce jour-là, été bouleversé, déchiré par des sentiments contraires...

J'étais épanoui, joyeux, pareil au prisonnier devant qui s'entr'ouvre la porte de son cachot; puis, aussitôt, je baissais la tête, humilié, désolé. Partir... Partir... C'était quitter cet enfer, ne plus entendre de cris, ne plus voir des femmes, des enfants tomber s'éparpiller sous le vol des obus, dans de grands ciclements rouges.

Mais c'était également laisser la place aux barbares, abandonner la partie. Nous avions tant rêvé d'une autre fin!

J'avais reçu des ordres. Il était dix heures du matin et la population — ce qu'il en restait — devait évacuer la ville à trois heures.



Les détails étaient arrêtés. Le rendez-vous aurait lieu place de la Mairie; on partirait par groupes, sous escorte de cavaliers.

Oh! ces lamentables exodes. Je les connaissais. Dans le courant de mars, dix mille habitants avaient été évacués, à raison de mille par jour.

Devant mes yeux surgissait, à certains moments, ce pauvre bétail humain, geignant, affolé, poussé par des bouviers casqués, armés de lances.

Mais au moins celui-là s'en était allé par des journées douces et pluvieuses, tandis que nous... Quel mois d'avril!

Une atmosphère de deuil, de mort, jetait un linceul sale, douteux sur le cadavre de Lens.

Une neige boueuse couvrait les ruines, souillait les chaussées défoncées.

Un froid terrible nous gelait le corps et l'âme. Aurait-on même le courage de se mettre en route.

Mais il ne s'agissait pas de gémir, de perdre du temps, nous avions quatre heures pour préparer nos bagages, tout ce que l'on pouvait porter à la main. Quatre heures... le délai suffisait à peine. Ah! quand on inspecte, avant un départ définitif, les pauvres choses avec lesquelles on a vécu, toutes sont d'égale importance, de même mérite; chacune vous fait signe, vous supplie de la prendre. Et celles qu'on laisse vous dressent de muets, de longs reproches.

Dois-je l'avouer? Mes objets personnels ne me préoccupaient guère. Ma femme s'en chargeait. Je songeais surtout aux archives de la ville, à la somme d'argent dans nos coffres, environ 500,000 francs, aux provisions emmagasinées dans l'épicerie.

Je ne voulais pas enrichir nos bourreaux — ils nous avaient assez volés — je ne tenais pas à les nourrir non plus.

Les quelques heures nous séparant du départ, je les passai en démarches auprès de la kommandantur. Je reçus l'assurance qu'une voiture emporterait nos caisses; on me promit également de rendre nos vivres à Carvin.

Mais j'étais inquiet, nerveux. Quel chagrin poignant de laisser tout cela! Si j'avais pu!... En dépit de mon âge, j'aurais retrouvé des forces neuves, pour hisser sur mon dos un sac, une charge pesante. Mes collaborateurs, mes amis m'eussent aidé. Seulement, les Allemands nous épiaient, nous bousculaient. Il fallait se dépêcher.

À trois heures, toute la ville se trouvait au rendez-vous. Toute la ville... quatre mille être humains, blêmes, défaillants, car la lumière blafarde, réverbérée par la neige, criblait les regards de scintillements. Et quels pittoresques accoutrements! Tout ce qu'ils avaient pu revêtir, les Lensois l'emportaient sur eux.

Des femmes poussaient des brouettes chargées de balais; sur l'une d'elles, entre deux paquets de linge, gisait une petite fille de trois ans, à la jambe droite coupée, une main emmaillottée et sanglante.

D'autres enfants, blessés, mutilés se serraient peureusement contre la jupe de leur mère. Toutes les classes de la société, riches et pauvres, ouvriers, commerçants, propriétaires, se ressemblaient, avaient le même aspect de misérables d'émigrants.

M. Taquet, le sportsman, et M. Venier, l'ingénieur, tenaient les brancards d'une poussette; le docteur Ovide Emery tirait une voiture à bras. Je me trouvais dans le groupe des employés de la manie, avec un sac attaché à mon dos, portant dans une main une valise, dans l'autre un panier où se blottissait mon chien Bijou.

Nous attendîmes pendant 3 heures, grelottants, les pieds dans la neige.

Puisque notre exode était décidé, nous voulions au plus tôt quitter Lens. Mais notre tour n'arrivait point; les départs avaient lieu par groupes de cinquante, de soixante personnes. À ce compte-là, quand pourrait-on partir? Nous étions les derniers de la longue file. À six heures, nous restions encore quatre cents. Un sous-officier s'avança vers nous, criant :

— Rentrez à la mairie, vous partirez plus tard!

Il fit un signe, des soldats nous empoignèrent, nous poussèrent dans les caves de la Banque. Cognés, heurtés, étourdis, nous tombâmes pêle-mêle dans l'ombre.

«Puis des clefs grinçèrent dans les serrures. Nous étions enfermés.

Le maire nous décrit combien ils tremblèrent de froid; ils avaient les pieds gelés. Dehors les obus sifflaient et explosaient avec fracas; de sorte que l'on était continuellement saisi par la peur de se voir enterrer dans les décombres.

Mais une pensée leur vint à tous. Les Anglais approchaient. Ils pourraient délivrer tous ces malheureux.

On s'endormit vaincu par la fatigue.

«Soudain, il devait être une heure du matin, la serrure grinça, des pas retentirent. D'un bond, plusieurs d'entre nous furent debout. Un soldat surgit, une lanterne à la main, un petit homme, hébété, affublé d'énormes lunettes : c'était Roumanon — nous lui avions donné ce surnom parce qu'il appelait ainsi les Roumains — l'ordonnance du policier Rosenfeld.

— Vous, s'écria-t-il, tous délivrés par les Anglais. Nous, rester prisonniers dans Lens.

Il se mit à rire, satisfait personnellement de cette dernière perspective. Puis, une fois cette bonne nouvelle annoncée, le messager nous tourna le dos et disparut.

Tout d'abord, nous nous regardâmes, muets, frémisants de bonheur. Ce que nous revions tout à l'heure, était la vérité!

Puis les langues se délièrent, les exclamations, les cris de joie s'échappèrent, se croisèrent d'un bout à l'autre de la salle :

— Maintenant plus de doute; c'est la Victoire!

— Cette fois, les Allemands sont perdus!

— Ah! mon Dieu! Est-ce possible? Ils nous ont fait assez souffrir!

— Les bandits!

— Quel bonheur d'être restés!

— Les pauvres gens partis hier n'auront pas connu notre joie!

— C'est vrai, nous avons de la chance.

De la chance! Nous le pensions; nous avions la certitude d'être des privilégiés, de vrais élus de la fortune.

Dès lors, il fut impossible de se rendormir.

L'esprit en éveil, le visage ridé par l'anxiété, les yeux luisants, fixes, tournés vers la porte, nous guettâmes les Anglais.

Hélas! ce fut Roumanon qui revint, à cinq heures. De son même air stupide, mais déconfit, il déclara :

— Vous partir tout à l'heure.

Il n'ajouta pas d'autre explication. Tout commentaire eût d'ailleurs été inutile. Nous avions compris. La partie était perdue.

Et deux heures après... (comment n'avions-nous pas prévu cela?..) une bande furieuse, démente, criant, avec des gestes d'assassins, fit irruption dans notre sous-sol.

Des cris de femmes, d'enfants retentirent.

Alors ce fut, vers la porte, une ruée éperdue, une bousculade apeurée de pauvres gens qui, dans leur hâte, oublièrent des paquets, des sacs.

Et, dernière nous, le pillage commença.

Dehors, quelle épouvante : rafale de neige, rafale d'obus, toutes les tortures mêlées, nous guettant au sortir de notre trou d'ombre! Impossibilité de reculer, d'attendre; les bourreaux nous poussaient, menaçants, ricaneurs. Il fallait avancer dans ce froid, dans cette boue, dans les éclatements meurtriers, dans les jaillissements de flammes. Une vraie route de l'enfer. Nous avions vécu en plein champ de bataille, dans Lens bombardée; maintenant on nous jetait dans le brasier de la guerre. Et nous étions sans abris, sans armes; les soldats possédaient au moins des fusils pour combattre, des tranchées où se terrer. Nous n'avions rien pour nous protéger du froid, de la mort, rien; pas même nos mains, agrippées à des paquets, à des paniers.

Nous étions quatre cents personnes seulement; pourtant nous formions une file qui me paraît interminable. Et l'on chemina longtemps, avec des arrêts brusques, fréquents, les Allemands prenant plaisir à voir des femmes, des enfants, gémir, pleurer. Nous marchions au milieu de fracas, de roulements de tonnerre; des geysers de boue, soulevés par des obus, retombaient sur nous; enfin, autre supplice, la neige nous fouaillait, nous aveuglait avec une ténacité méchante. Combien ai-je vu de pauvres femmes sortir de la file, s'arrêter : la voiture d'enfant qu'elles poussaient venant de se briser, silencieusement; elles enlevaient leurs affaires, renouaient





Carte de la retraite des Allemands.

leurs paquets. Mais nous ne pouvions les attendre. Alors, pour nous rejoindre, elles étaient obligées d'abandonner leurs ballots, toute leur fortune.

Nous arrivâmes à 10 heures, à Hénin-Liétard, après un parcours de 12 km.

Ce n'était qu'une halte, mais elle fut bienfaisante. Notre troupe put camper, se reposer : on déjeuna. Après le repas, nous partîmes pour Dourges : la distance est de six kilomètres; là, une surprise m'attendait. En arrivant dans la localité, j'aperçus une voiture chargée de caisses; sur l'une d'elles, épanoui, défiant le destin par sa bonne humeur, trônait un gros homme avec une jambe de bois : c'était M. Bourgeois, notre commissaire de police optimiste.

J'avais hâte de savoir exactement ce qu'on avait volé, car je ne me faisais point d'illusions. La veille, malgré leurs promesses, les Allemands avaient pillé tous les vitres laissés dans nos magasins.

Sitôt la voiture arrêtée, j'examinai les caisses rapportées par le commissaire.

L'une d'elles avait été déforcée, 98.000 francs manquaient.

On ne part que le lendemain.

Notre départ eut lieu à une heure et demie; cette fois encore, selon un rite cruel, les Allemands nous réunirent sur le quai dès huit heures du matin. Enfin l'on embarqua. Quel voyage! Exactement vingt-sept heures de tortures. Nous pensions, la veille, avoir atteint le terme de notre calvaire, trébuché sur la dernière marche. Nous ignorions le supplice que nous réservait l'emprisonnement dans un wagon puant, déjà souillé par des animaux. Qu'on imagine cela! Nous étions soixante à quatre-vingts personnes, pressées, serrées, nous écrasant les uns les autres. Des enfants se débattaient à demi étouffés; des vieillards, des malades, gémissaient interminablement. Un soldat en armes, notre geôlier, nous empêcha, pendant ces vingt-sept heures, de sortir, même une seule fois, du wagon. Peut-on réaliser cette horreur? Que de scènes inracontables! Dans notre prison roulante, une

jeune femme, avec un petit dans ses bras, se mit tout d'un coup à nous haranguer :

— Je vous délivrerai : ayez confiance en moi. Je suis Jeanne d'Arc, et j'ai mission de sauver la France!

Et pendant des heures, des heures, la folle répéta à une voix farouche, avec obstination :

— Je vais sauver la France!

Nous nous taisions, n'osant lui parler, la contredire, bouleversés, affligés par cet égarement, cette démence.

Dans un autre wagon, une institutrice, Mlle Lefèvre, râlait, agonisait; il fallut descendre la malade en route; la mère ne voulait pas quitter sa fille, mais elle fut arrachée, emportée, jetée dans le train.

Le lendemain, par une matinée hostile et froide, le train stoppa.

On nous fit descendre. La station portait le nom d'Haiveange.

Nous étions en Belgique.

De là les exilés se rendirent à Maffe, les femmes et les enfants voyageant sur des chars tirés par des bœufs.

Aussi dans les villages environnants on rencontra des concitoyens ou des gens de la même région.

Ici aussi la misère était effrayante et on dit à plus d'une reprise :

«On était mieux dans nos caves à Lens.» (1)

Nous entendions dans ce récit, comment un moment, l'espoir avait nourri des enfermés dans les caves de Lens.

Et rien d'étonnant. Nous savons toujours que ces jours-là, les Anglais, partis de Vimy, atteignirent Liévin, qu'ils aperçurent les ruines de Lens et encerclèrent cette position.

Mais la délivrance, quoique bien proche, ne vint pas encore.

Telle était la situation à ce point de la zone délivrée, devant la plaine de Douai et de Lens.

Voyons maintenant ce qui se passa cependant à l'autre extrémité, devant la plaine de Laon.

(1) Basly: «Le Martyre de Lens.»